

## TRAFICS D'ARMES

# ENQUÊTE DE TERRAIN AU KIVU (RDC)

Étude supervisée par  
**Roger Kasereka Mwanawavene,**  
**Nestor Bauma Bahete**  
**et Charles Nasibu Bilali**

sous la coordination de  
Georges Berghezan



Cette étude a été réalisée dans le cadre  
d'un projet de recherche soutenu par  
le ministère des Affaires étrangères de Belgique  
et le ministère des Affaires étrangères  
du Grand-Duché de Luxembourg.

© GRIP (Groupe de recherche  
et d'information sur la paix et la sécurité)  
33 rue Van Hoorde  
B - 1030 Bruxelles  
Tél. +32 2 241 84 20  
Fax +32 2 245 19 33  
admin@grip.org  
www.grip.org

---

## Sommaire

---

<b>Introduction</b>	5
<b>Le Grand Nord</b>	7
Présentation de la zone d'enquête	7
<i>Le Grand Nord (carte)</i>	8
Dépouillement, analyse et interprétation des données	9
Conclusion	22
<b>Le Petit Nord</b>	24
Présentation de la zone d'enquête	24
<i>Le Petit Nord (carte)</i>	25
Dépouillement, analyse et interprétation des données	26
Conclusion	31
<b>Le Sud-Kivu</b>	33
Présentation de la zone d'enquête	33
Dépouillement, analyse et interprétation des données	33
<i>Le Sud-Kivu (carte)</i>	34
Conclusion	45



---

## Introduction

---

Le GRIP a organisé et financé, de juin à septembre 2005 dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, une vaste enquête de terrain sur la prolifération incontrôlée et le trafic d'armes. Au total, plus de 2 000 personnes ont été interrogées à l'aide d'un questionnaire. La zone d'enquête a été divisée en trois, en fonction des réalités administratives, géographiques, politiques et militaires :

- le Grand Nord, c'est-à-dire le nord du Nord-Kivu, soit les territoires de Beni et Lubero ;
- le Petit Nord, c'est-à-dire le reste du Nord-Kivu, dont son chef-lieu, Goma ;
- le Sud-Kivu.

## Méthodologie

Chaque zone a été, à son tour, divisée en un certain nombre de « **points chauds** » (de 21 à 33, selon les zones), c'est-à-dire des sites où pourraient se dérouler des trafics d'armes. Des enquêteurs ont été engagés pour couvrir, chacun, un certain nombre de points chauds. Ils ont donc interrogé, sur la base d'un **questionnaire** comprenant 36 questions et un certain nombre de sous-questions, des personnes supposées avoir une certaine connaissance de la prolifération et des trafics d'armes. Ces questions pouvaient être « **fermées** » ou « **ouvertes** ». Par ces termes, nous entendons des questions dont les réponses pouvaient être soit choisies dans une liste (questions fermées), soit laissées à la libre appréciation des personnes interrogées (questions ouvertes).

Les résultats des questions fermées, pour chaque zone, sont repris dans un tableau inséré dans la section appropriée du présent rapport. Les résultats des questions ouvertes sont synthétisés dans la suite du rapport. Les lecteurs qui voudraient disposer des résultats détaillés, pour chaque « point chaud », concernant tant les questions ouvertes que fermées, sont priés de contacter le GRIP<sup>1</sup> pour les obtenir.

Signalons encore que chaque zone a été placée sous la responsabilité d'un superviseur qui a ensuite recruté une petite équipe d'enquêteurs (4

à 6) auxquels une courte formation a été dispensée avant le début du travail. Les superviseurs, comme les enquêteurs, étaient originaires de la région où ils devaient opérer et connaissaient notamment les langues parlées localement.

## Difficultés rencontrées

Les difficultés et les problèmes rencontrés par les enquêteurs ont été nombreux et variables d'une zone à l'autre. Le sujet abordé est en effet particulièrement sensible, dans des régions où le pouvoir local est encore souvent au bout du fusil. Parmi ces difficultés, citons :

- Les refus de répondre. Dans certaines régions, en particulier celles qui sont fortement insécurisées, les enquêteurs ont été confrontés à des refus de répondre d'une partie importante du public. Outre la peur, ces refus étaient parfois motivés par la supposition que les enquêteurs avaient d'autres objectifs, comme l'espionnage. Pour contourner ce problème, l'équipe du Grand Nord a procédé, avec l'aide de personnes influentes dans leur milieu, à l'organisation de tables rondes avec divers individus avec lesquels ils menaient des discussions libres autour des trafics dans la contrée, tout en s'inscrivant dans l'esprit de l'enquête.

- Le délabrement des infrastructures routières. L'état déplorable des routes a rendu de certains sites inaccessibles, notamment dans les territoires de Masisi et de Walikale dans le Petit Nord.

- L'insécurité. Variable selon les régions, elle a entraîné l'inaccessibilité de certaines localités en proie aux activités criminelles de militaires, de déserteurs, de bandits armés et de membres de groupes rebelles, congolais et étrangers. En outre, sous la menace implicite ou explicite d'armes à feu, les enquêteurs ont été à maintes reprises rackettés et détournés. Un ordinateur portable a été dérobé au superviseur du Grand Nord par des « coupeurs de route ». Le pire incident a été l'enlèvement d'un enquêteur du Sud-Kivu par des rebelles rwandais (FDLR), libéré après une semaine de détention dans la brousse contre paiement d'une rançon de 500 USD.

Enfin, le superviseur du Sud-Kivu a été, après la clôture des interviews, la cible d'une campagne de diffamation et de menaces menée par des extrémistes congolais, puis brièvement détenu à Bujumbura par les services de renseignement bu-

---

1. Écrire à [g.berghezan@grip.org](mailto:g.berghezan@grip.org) ou téléphoner au 32 (0) 2 240 11 51.

rundais et, finalement, évacué de la région, avec sa famille, par le HCR. Il réside actuellement en Norvège. Ses détracteurs l'accusaient d'utiliser ses recherches sur les trafics d'armes comme couverture pour l'organisation de tels trafics au bénéfice d'une nouvelle rébellion chargée de déclencher une « troisième guerre » en RDC. Il est évident que la sensibilité du sujet de l'enquête a beaucoup contribué à susciter la méfiance de certains milieux, une méfiance pouvant culminer dans des accusations de trahison ou d'espionnage.

- Des moyens financiers insuffisants. Malgré sa connaissance du milieu, le GRIP n'avait pas prévu une telle multiplication des vols, rackets, « amendes » et demande de rançon. Cela a contraint non seulement le GRIP à effectuer plusieurs dépenses non prévues, mais aussi les enquêteurs à vivre dans des conditions précaires (marche à pied, manque de nourriture ou de logement approprié sur le terrain) après la confiscation de tout ou partie de leurs primes par des éléments armés.

### **Objectifs**

La prolifération, la détention et le trafic illicites, ainsi que la circulation incontrôlée des armes légères et de petit calibre, sont des facteurs qui ont depuis longtemps mis à mal la sécurité et la stabilité politique, économique et sociale de toute la RDC et de sa partie orientale en particulier. Ces facteurs alimentent criminalité et conflits armés et permettent à une petite classe de chefs de guerre et autres acteurs véreux de la scène politique de cette région d'amasser d'immenses profits et de tenir sous leur coupe, de vastes zones du

pays. Ils ont un effet pernicieux sur le fragile processus de paix dans lequel la RDC est engagée depuis 2003.

Pour contrôler au maximum ce mouvement d'armes, l'Onu a imposé un embargo sur les armes dans la partie orientale de la RDC (Nord et Sud-Kivu, ainsi que le district de l'Ituri) à travers la Résolution 1493 du 28 juillet 2003 du Conseil de sécurité. La Résolution 1616 du 29 juillet 2005 a reconduit l'embargo et l'a élargi à toute l'étendue de la RDC, bien que les forces armées intégrées, ou « brassées », selon la terminologie congolaise, en soient exemptées, moyennant certaines conditions.

Depuis son imposition, cet embargo n'a malheureusement jamais été vraiment respecté. Les trafics d'armes persistent et les réseaux de trafiquants continuent à prospérer. Ceux qui violent l'embargo sont souvent ceux-là même qui sont censés l'observer et le faire respecter, c'est-à-dire les agents de l'ordre et les décideurs politiques.

Le présent rapport vise notamment à établir de manière factuelle la violation massive de cet embargo sur les armes dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Les informations qu'il renferme se rapportent aux deux années précédant l'enquête, soit depuis l'imposition de l'embargo à la mi-2003. Elles fournissent des détails représentatifs de la circulation, de la détention (caches et stocks), des transactions (achats, ventes et échanges) et du degré de collaboration entre la population et les forces de l'ordre dans la lutte contre ces activités illégales à travers les deux provinces couvertes par l'enquête.

---

## Le Grand Nord

---

### 1. Présentation de la zone d'enquête

La région du Grand Nord, composée des territoires de Beni et Lubero, a été pendant plusieurs années sous le contrôle du mouvement rebelle du RCD-K/ML (Rassemblement congolais pour la démocratie - Kisangani / Mouvement de libération), dont les troupes sont en cours d'intégration dans les Forces armées de RDC (FARDC), l'armée unifiée du pays.

On trouve dans cette région, dont la ville de Butembo est la plus grande agglomération et le poumon économique, des maquis entretenus par divers groupes armés avec l'appui de certains officiers de pays voisins. Lorsqu'on observe la carte des zones de tensions de la RDC, il n'est guère fréquent de fixer l'attention sur la frontière ougando-congolaise entre les lacs Edward et Albert. D'une superficie de 26 582 km<sup>2</sup>, cette contrée est erronément appelée « pays Nande », bien qu'elle héberge d'autres ethnies. Administrativement, elle était rattachée à la province Orientale jusqu'en 1935 quand elle a été incorporée au Nord-Kivu.

Dans les années 50, elle est devenue l'objet de conflits armés à ses frontières avec l'Ouganda, conflits qui ont également eu lieu dans d'autres territoires congolais voisins, comme Walikale et Rutshuru. La présence de nombreux maquis a transformé certaines localités en zones d'insécurité, qui échappent entièrement à tout contrôle étatique. Ce sont de véritables « *no man's land* » qu'aucune autorité congolaise ne maîtrise. Les conditions géographiques de la région et les incessantes mutations politico-militaires, aussi bien en Ouganda qu'en RDC, favorisent la naissance et la persistance de ces maquis.

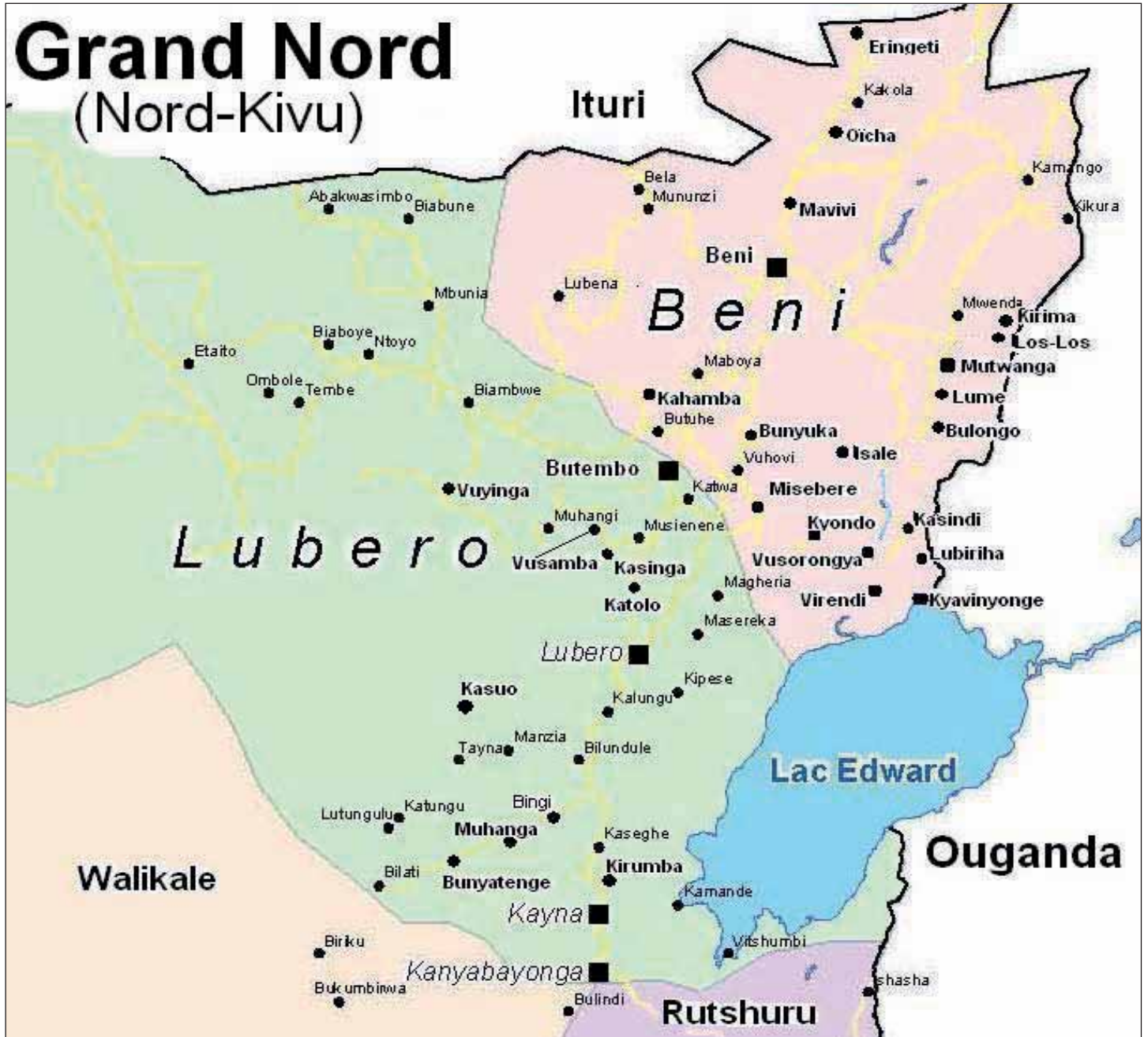
L'insécurité dans le Grand Nord trouve son origine dans les années 50 dans le district ougandais de Bundibugyo lorsque, deux ethnies (Bakondjo et Batoro) ne pouvant plus cohabiter, un chef kondjo, Isaya Mukirania Kivanzanga, décide de s'installer avec ses fidèles sur le versant congolais du massif de Rwenzori. En 1957, il crée le « Rwanzururu Kingdom », mouvement armé devant « libérer les Bakondjo du joug des Batoro ». Ses hommes multiplient alors les attaques contre le district de Bundibugyo. En riposte,

le régime de Milton Obote organise une offensive de l'armée ougandaise en 1963 et refoule au-delà de la frontière les hommes d'Isaya qui s'installent à Mumbiri et à Mathungu, localités inaccessibles car perdues dans le massif du Rwenzori.

C'est à ce moment qu'éclate au Congo la rébellion de Pierre Mulele dont les guerriers Simba débarquent en juillet 1964 dans la contrée de Beni-Lubero, avec l'Ouganda comme allié. Ensemble, ils mènent des expéditions contre les maquisards de Rwanzururu qui se réfugient sur les flancs du massif, notamment à Kavunanu, à Kambasa et à Bukukya. Lorsque ce mouvement muleliste est écrasé par le gouvernement de Moïse Tshombé, grâce à l'appui des États-Unis d'Amérique, de la Belgique et du Maroc, certains Simba s'exilent en Ouganda et au Soudan, tandis que d'autres gagnent le Rwenzori et prennent le nom de Mouvement de libération du Congo (MLC). C'est le début de la confusion et des alliances armées dans ce massif.

Quand Museveni et sa National Resistance Army (NRA) prennent Kampala en 1986, bon nombre de soldats du second gouvernement d'Obote rejoignent à leur tour le maquis. Les uns se dirigent vers le Soudan, d'autres vont vers le sud-ouest et se joignent aux hommes d'Isaya. Le Rwanzururu Kingdom se dissout dans un nouveau et plus vaste mouvement rebelle dit « National Army for Liberation of Uganda » (NALU), soutenu par le régime de Mobutu. En réaction, Museveni crée et finance la Congo Liberation Army (CLA), connue également sous les noms de Mumbiri, Kasindiens et Wakombozi. L'armée ougandaise (Uganda People's Defence Forces, UPDF) et les Forces armées zaïroises (FAZ) sont ouvertement présentes dans la contrée dès 1989 et s'y livrent plusieurs épisodes de guerre, bien que par groupes rebelles interposés.

Ces tensions armées en territoires de Beni et de Lubero sont exacerbées par la vague de pillages des militaires des années 90 et la guerre de 1993 entre allochtones et autochtones dans le territoire de Rutshuru, débordant dans la partie sud du territoire de Lubero. La situation empire avec l'arrivée massive de réfugiés rwandais en 1994 et l'irruption d'autres mouvements rebelles. En outre, la prise de contrôle de cette contrée par les forces de l'AFDL pousse beaucoup de soldats des FAZ en déroute à rejoindre des bandes ar-



mées présentes dans les collines. Les territoires de Beni et Lubero deviennent alors un terrain de prédilection pour des bandits armés de toutes origines.

Dès le 20 décembre 1996, lors du premier meeting de l'AFDL au stade Matokeo de Butembo, des Maï-Maï, révoltés par la mainmise rwandaise sur les forces de Kabila, prennent les armes et rejoignent les bandes armées dans les maquis déjà saturés de la contrée. Les Kasindiens en font de même au début 1997, après l'assassinat de leur leader, le général Kisasi Ngandu, cofondateur de l'AFDL. Attribué aux Interahamwe, beaucoup voient dans ce crime la main de Kigali, car Ngandu voulait réduire l'influence des Rwandais et dénonçait les massacres de réfugiés hutu.

En août 1998, le début de la « seconde guerre » découle de la formation par Kigali du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), basé à Goma. Une des nombreuses scissions de ce mouvement, initialement basée à Kisangani, avant de se replier sur le Grand Nord, est le RCD-K/ML, dirigé par Mbusa Nyamwisi, qui s'allie à l'Ouganda avant de s'aligner sur Kinshasa.

En bref, de la rébellion des années 60 à l'avènement du RCD-K/ML, tous les événements ont alimenté les maquis du Grand Nord, où des localités entières sont devenues des repaires de bandes en déroute qui insécurisent et militarisent la contrée. Parmi les multiples groupes armés encore actifs, citons l'Armée du peuple congolais (APC) du RCD-K/ML, l'Armée nationale congolaise (ANC) du RCD-Goma, l'Armée de libération du Congo (ALC) du MLC, les Maï-Maï, les miliciens Lendu et Hema originaires de l'Ituri voisin, la NALU, les rebelles rwandais des FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda), les Interahamwe et les Local Defense du gouverneur du Nord-Kivu Serufuli.

Chacune de ces factions bénéficie encore, de près ou de loin, d'un appui quelconque, soit interne, soit extérieur. Ce qui fait qu'en aval comme en amont, le Grand Nord est devenu un terrain de prédilection pour la circulation, le stockage, le transit ou la vente et l'achat d'armes. Les résultats de nos enquêtes sur le terrain confirment cette situation.

## **2. Dépouillement, analyse et interprétation des données**

Nous présentons ci-dessous les questions posées au public par les enquêteurs, ainsi que les résultats chiffrés des questions fermées pour l'ensemble de la zone couverte. Ces questions ont été posées par cinq enquêteurs qui ont interrogé 586 personnes réparties sur 26 « points chauds ». L'enquête s'est étalée sur deux mois, de la mi-juin à la mi-août 2005, bien que certaines contraintes (l'insécurité, par exemple) nous aient amenés à prolonger l'enquête en certains lieux jusqu'à la mi-septembre.

Les synthèses des résultats sont présentées ci-dessous. Les résultats complets, par point chaud, sont disponibles sur le site Internet du GRIP (voir note 1 à ce sujet), sous forme de classeur excel pour ce qui concerne les questions fermées et de document word pour les questions ouvertes.

**a) Questions fermées**

<b>Nombre de personnes interrogées :</b>	<b>586</b>
1) Avez-vous connaissance d' <b>armes en circulation</b> dans le village / le quartier ?	Oui : 577 Non : 9
2) Ces armes sont-elles portées par :	
A) des policiers / douaniers	308
B) des militaires FARDC	442
C) des militaires d'autres groupes congolais (non brassés)	353 + si oui, de quels groupes ?
D) des militaires de groupes non congolais	373 + si oui, de quels groupes ?
E) des anciens militaires ou combattants	203
F) des bandits ou criminels	98
G) des éleveurs ou agriculteurs	28
H) des commerçants	28
I) des creuseurs	4
J) d'autres civils	22
3) Avez-vous connaissance d' <b>armes cachées ou stockées</b> dans le village / quartier ? Si oui, répondez aux questions 4 à 7 si non, allez directement à la question 8	Oui : 357 Non : 229
4) Ces armes sont-elles cachées ou stockées ?	
a) cachées	255
b) stockées	109
5) Ces armes sont-elles cachées par :	
A) des policiers / douaniers	130
B) des militaires FARDC	182
C) des militaires d'autres groupes congolais (non brassés)	252 + si oui, de quels groupes ?
D) des militaires de groupes non congolais	285 + si oui, de quels groupes ?
E) des anciens militaires ou combattants	174
F) des bandits ou criminels	186
G) des éleveurs ou agriculteurs	28
H) des commerçants	37
I) des creuseurs	8
J) d'autres civils	34
6) Pourquoi ces armes sont-elles cachées ou stockées ?	
A) par mesure de sécurité	148
B) parce qu'elles ne sont pas utilisées actuellement	139
C) pour échapper au contrôle des autorités locales	243
D) pour échapper au contrôle de la Monuc	244
E) pour d'autres raisons	203 + si oui, précisez
7) Avez-vous d'autres informations sur les stocks ou caches d'armes ?	
8) Avez-vous connaissance d' <b>armes en transit</b> par le village / quartier ? Si oui, répondez aux questions 9 à 12 Si non, allez directement à la question 13	Oui : 284 Non : 299
9) Savez-vous d'où proviennent ces armes ?	Oui : 226 Non : 136 + si oui, précisez les lieux d'où elles viennent.
10) Savez-vous où sont expédiées ces armes en transit ?	Oui : 216 Non : 72 + si oui, précisez les lieux où elles sont expédiées.

- 11) Savez-vous par quels moyens sont transportées ces armes ?  
 Oui : 252  
 Non : 32 + si oui, précisez
- A) camion 186
  - B) moto/vélocycle 11
  - C) autre véhicule à moteur 59
  - D) avion 96
  - E) vélo 25
  - F) à pied 85
  - G) bateau/pirogue 3
  - H) autre (précisez) 0
- 12) Avez-vous d'autres informations sur les transits d'armes ?
- 13) Avez-vous connaissance de **ventes, achats ou échanges d'armes** dans le village / le quartier ?  
 Si oui, répondez aux questions 14 à 32 Oui : 186  
 Si non, allez directement à la question 33 Non : 393
- 14) Ces ventes, achats ou échanges d'armes se produisent-ils
- a) régulièrement : 85
  - b) rarement : 99
- 15) Ces transactions se tiennent-elles dans des lieux précis (ex. marché, maisons privées, commerces...)?  
 Oui : 17 + lesquels ?  
 Non : 177
- 16) Les armes à vendre sont-elles exposées (visibles pour les non-acheteurs) ?  
 Oui : 0  
 Non : 186
- 17) Avez-vous une idée des quantités d'armes vendues en ces lieux ?  
 Si oui, citez une estimation du nombre d'armes que l'on peut y trouver.  
 Oui : 6  
 Non : 180
- 18) Avez-vous une idée des types et des marques d'armes vendues en ces lieux ?  
 Si oui, citez les types d'armes (fusils, grenades, munitions...) et les marques (Kalachnikov, G3...) les plus vendus.  
 Oui : 79  
 Non : 107
- 19) En échange de quel(s) bien(s) sont acquises les armes ?
- A) argent 162
  - B) minerais (précisez) 73
  - C) nourriture/produits agricoles 7
  - D) animaux 41
  - E) êtres humains (dot, domestique...) 3
  - F) autres (précisez) 1
- 20) Avez-vous une idée des prix pratiqués ?  
 Si oui, citez quelques exemples (maximum 3).  
 Oui : 41  
 Non : 147
- 21) D'où viennent les armes vendues ici ?
- A) ne sait pas 52
  - B) d'autres localités de RDC (précisez) 124
  - C) de localités d'autres pays (précisez) 110
- 22) Les vendeurs sont-ils originaires de la région ?  
 Oui : 124  
 Non : 63

- 23) Les vendeurs sont-ils des « professionnels » (vendeurs réguliers d'armes) ?  
 Oui : 102  
 Non : 83
- 24) Les vendeurs font-ils appel à des intermédiaires (commissionnaires) ?  
 Oui : 127  
 Non : 60
- 25) Les vendeurs sont-ils de nationalité congolaise ?  
 Oui : 152  
 Non : 35 + si non, précisez nationalité
- Sont-ils
- A) des policiers / douaniers 72  
 B) des militaires FARDC 123  
 C) des militaires d'autres groupes congolais (non brassés) 115 + si oui, de quels groupes ?  
 D) des militaires de groupes non congolais 110 + si oui, de quels groupes ?  
 E) des anciens militaires ou combattants 103  
 F) des bandits ou criminels 106  
 G) des éleveurs ou agriculteurs 15  
 H) des commerçants 28  
 I) des creuseurs 0  
 J) d'autres civils 5
- 26) Les acheteurs sont-ils originaires de la région ?  
 Oui : 157  
 Non : 32
- 27) Dans quelle(s) catégorie(s) pouvez-vous classer les acheteurs ?
- A) policiers / douaniers 15  
 B) militaires FARDC 31  
 C) militaires d'autres groupes congolais (non brassés) 141 + si oui, de quels groupes ?  
 D) militaires de groupes non congolais 122 + si oui, de quels groupes ?  
 E) anciens militaires ou combattants 85  
 F) bandits ou criminels 118  
 G) éleveurs ou agriculteurs 49  
 H) commerçants 30  
 I) creuseurs 21  
 J) autres civils 26
- 28) Ce commerce est-il toléré ou protégé par certains éléments des autorités (police) ?  
 Oui : 85  
 Non : 102
- 29) Les vendeurs ou acheteurs paient-ils des formes de taxes aux autorités ?  
 Oui : 79  
 Non : 108
- 30) Les armes achetées ici restent-elles dans le village / le quartier ?
- a) Si oui, qui les achète, pour en faire quoi ? Oui : 75  
 b) Si non, où sont-elles transportées après leur achat ? Non : 113
- 31) Si vous comparez la période actuelle avec celle d'il y a un an, avez-vous l'impression que les transactions en armes dans votre localité sont en augmentation ou en diminution ?
- A) ne sait pas 49  
 B) augmentation 16  
 C) diminution 82  
 D) environ la même chose 46
- 32) Avez-vous d'autres informations sur les ventes, achats ou échanges d'armes ?

33) Avez-vous connaissance de <b>saisies d'armes</b> dans le village / le quartier ? Si oui, répondez aux questions 34 à 36	Oui : 347 Non : 211
34) Qui a opéré des saisies d'armes dans le village / le quartier ?	
A) autorités congolaises (police, armée...)	278
B) autorités locales/coutumières	88
C) la Monuc	98
D) autres (précisez)	19
35) Que deviennent les armes saisies ?	
A) stockées ou emportées par les autorités congolaises	250
B) stockées ou emportées par la Monuc	61
C) revendues au marché noir	22
D) détruites	52
E) ne sait pas	90
F) autre (précisez)	6
36) Existe-t-il une forme de collaboration entre la population et l'administration ou les forces de l'ordre à propos de la lutte contre les trafics d'armes ?	Oui : 252 + si oui, précisez Non : 108

## b) Analyse et interprétation des données

Les points chauds ont été classés par territoire (Beni, puis Lubero) et regroupés par axe. La longueur des sections varie fortement en fonction des données recueillies et, partant, de l'intensité de la prolifération et du trafic d'armes.

### 1. Territoire de Beni

Dans la partie introductive, il a été fait mention de la confusion qui règnait dans les maquis du Rwenzori bien avant l'arrivée massive des réfugiés rwandais et des guerres d'agression qui ont suivi. Le massif du Rwenzori, le poste douanier de Kasindi ainsi que d'autres voies d'accès incontrôlées dans ce massif faciliteraient la tâche à ces hors-la-loi. La circulation, le transit et la vente d'armes y ont pris plus d'ampleur avec les guerres de l'Ituri et l'arrivée massive des déplacés de ces guerres dans cette entité. Les miliciens Lendu, fortement armés, ont vendu des armes et des munitions à d'autres maquisards de la région en vue de se procurer de quoi vivre.

#### a. Eringeti<sup>2</sup>

Localité à la lisière de l'Ituri, Eringeti est connue pour être une plaque tournante du tra-

fic des armes. En réalité, d'après nos enquêtes et autres entretiens libres sur terrain; toutes les personnes interrogées (19/19) ont connaissance d'armes en circulation, ainsi que de caches ou de stocks d'armes, 16 sont en possession d'informations sur les armes en transit, tandis que 10 ont témoigné d'opérations de vente, achat ou échange d'armes, et toutes ont eu connaissance de cas de saisies d'armes. Parmi les groupes actifs dans cette contrée, on mentionne les ADF<sup>3</sup>-NALU, l'APC, les Maï-Maï, les milices de Kakolele et Bosco, les mouvements des éleveurs Hima, les braconniers, les déserteurs des ex-FAZ<sup>4</sup> ou ex-FAC<sup>5</sup> et d'autres groupes armés sans identité claire. Certains de ces groupes armés n'ont pas d'objectifs politiques bien définis.

Une grosse partie de ces armes viennent du territoire ougandais en passant par le gué de Bwisegha où l'on observe des mouvements de troupes de la NALU. Celles-ci bénéficieraient des accointances de certains officiers ougandais qui, pour des raisons de positionnement politique et

3. ADF : Allied Defence Forces, groupe rebelle ougandais présent en RDC.

4. FAZ : Forces armées zaïroises, armée régulière sous Mobutu.

5. FAC : Forces armées congolaises, armée régulière créée par L.-D. Kabila, devenue un des éléments constitutifs des FARDC (Forces armées de RDC) en 2004.

2. Point chaud O (PCO) dans les résultats du dépouillement.

de contrôle des flux économiques transfrontaliers dans cette région, sponsorisent ces maquisards. Les ADF-NALU sont donc très actifs tout le long du mont Rwenzori et dans le parc de Virunga. Ils y opèrent avec la complicité de certains anciens du RCD-K/ML ainsi que de quelques individus de la MONUC, surtout du contingent sud-africain.

La mainmise de Kigali n'est cependant pas à sous-estimer. La preuve en est que, en date du 16 août 2005, la haute hiérarchie des ADF-NALU, celle du Mouvement révolutionnaire congolais (MRC, dirigé par le colonel Kakolele et se présentant comme autonome du RCD-K/ML) et des responsables d'une milice des Hima, peuple ougandais installé de force dans le Graben (versant congolais de la *Rift Valley*), ont participé, au chef-lieu de Rutshuru, avec les hommes de Laurent Nkunda, à la réunion tenue à leur intention par l'administrateur de ce territoire, le cousin direct du général dissident.

D'autres mouvements de troupes sont observés de Goma via Rutshuru, en direction du Graben et du Rwenzori. Ces transits d'armes et munitions en direction du Grand Nord sont facilités par le colonel Smith, commandant de la 12e brigade des FARDC, un Rwandophone de mère hutu et de père tutsi, et par le colonel Maganga (Tutsi), commandant de la 11e brigade (non brassée) de l'ANC. Leur connivence avec le général Laurent Nkunda et la mainmise de Kigali sont évidentes. Le général de la 8e région militaire, Amisi Tango Fort, reconnaît ne pas avoir le contrôle de ces brigades dont les ordres viennent d'« ailleurs ». En plus, lors des désertions du 16 septembre 2005, les militaires rwandophones de ces brigades, notamment des bataillons basés à Ishasha, Nyamirima, Rutshuru centre et Rwindi, ont pris la direction de Tongo, Kibirizi et Miranzi pour rejoindre les troupes de Laurent Nkunda.

Cette épidémie de désertions avait déjà été observée au sein de la 18e brigade sous commandement du RCD-K/ML, en territoire de Lubero où, le 28 août 2005, 99 militaires tutsi avaient pris le chemin de la brousse. Les troupes de Nkunda n'ont pour finalité que de faire jonction avec les ADF-NALU, les Hima et les MRC acquis à leur cause et qui opèrent dans le massif du Rwenzori et le parc de Virunga. Les visites régulières dans ces maquis des commandants tutsi congolais Jean-Claude et Abubakar sont signalées, ainsi que celle d'officiers ougandais, tels le général Kazini,

le colonel Burundi et le capitaine Balikundembe.

Les colonels Kakolele, Ntaghanganyolo et le commandant Bosco sont fréquemment cités du côté RCD-K/ML. Ces derniers ont des camps d'entraînements militaires à Kamango, Kanindo et Kalaghu où ils ont entassé le gros de l'équipement militaire de ce mouvement. À titre illustratif, en juin 2004, à la veille de l'attaque et de l'occupation de la ville de Bukavu par les militaires de Jules Mutebutsi et du général Nkunda, on a déniché de grosses caches d'armes et munitions aux domiciles de ces officiers fidèles de Mbusa Nyamwisi. Le séjour de Laurent Nkunda à Beni au mois d'avril 2004 est interprété comme devant mettre au point le déclenchement d'une nouvelle attaque dans l'est de la RDC, avec Bukavu comme objectif stratégique.

Cela démontre que les trafics d'armes au Grand Nord ne sont pas seulement l'apanage d'officiers ougandais et rwandais, mais aussi de nombreux autres acteurs locaux. En réalité, à ce jour, l'APC contrôle quasiment toutes les grandes agglomérations de la contrée. Et il n'est un secret pour personne qu'il existe une collaboration étroite entre les ADF-NALU et l'APC. Cette alliance s'est concrétisée en 2001 lors des combats qui les ont opposés à l'ALC de Jean-Pierre Bemba, après que l'APC a quitté la coalition pro-ougandaise du Front de libération du Congo (FLC), composée initialement par le RCD-K/ML, le MLC, le RCD/N et l'UPC de Thomas Lubanga. L'alliance entre les ADF-NALU et l'APC a été encore renforcée lors des attaques conjointes du MLC, du RCD/N et de l'UPC en décembre 2002, puis lors des combats autour de Kanyabayonga en décembre 2004.

Par ailleurs, il nous a été révélé que, jusqu'il y a peu, les ADF-NALU possédaient de vieilles armes et « tracassaient » la population civile. Mais depuis un certain temps, les personnes interrogées constatent qu'ils sont équipés d'armes neuves, qu'ils sont devenus très disciplinés, qu'ils ne pillent plus les biens qu'ils convoitent, mais qu'ils les achètent avec leur propre argent, des coupures de 50 ou 100 dollars américains. Ils sont tellement mieux équipés que, désormais, certains groupes Mai-Mai et des braconniers se ravitaillent en armes auprès d'eux, en échange d'argent, minerais et ivoire. Ils sont déployés sur une vaste contrée qui s'étend d'Eringeti au Graben, en passant par Mutwanga, Kasindi-Lubiriha,

Oïcha, Païda, Karuruma, jusqu'aux hauteurs de la collectivité Bashu à Isale.

### **b. Mutwanga<sup>6</sup>**

Cette localité frontalière de l'Ouganda est en partie sous le contrôle de troupes non brassées de l'APC, des ADF-NALU, de Maï-Maï d'obédience Katsumba et d'autres groupes armés sans identité claire. Il n'est pas surprenant qu'on dénombre des soldats de la NALU dans les rangs de l'APC et vice-versa. Il est fréquent de trouver des APC partager la bière avec les NALU. On assiste à des trafics massifs d'armes en termes de circulation, de transit, de caches et d'achat ou vente d'armes dans cette chefferie du secteur de Mutwanga qui englobe Mutwanga, Kirima, Los-Los, Lume et Bulongo. Les 37 personnes interrogées ont toutes connaissance de circulation d'armes, 30 détiennent des données sur leurs caches ou stocks, 32 disent qu'il y a des mouvements de transit d'armes, 19 disent avoir connaissance d'opérations de vente, achat ou échange d'armes et 23 témoignent de cas de saisies.

En effet, beaucoup de mouvements d'armes sont observés de Los-Los vers le Graben (Isale et Karuruma) en passant par Kisima. D'autres sont effectués à pied de Los-Los, Kirambaghore, Loulo, Alungupa. Des transferts d'armes sont également observés en provenance de Mutwanga, Lume, Bulongo et Rugetsi ; de Los-Los, Kisima, Kalembo, Bulongo, Rugetsi et Kamwisi. D'autres encore sont observés à Tsutsubo, Eringeti-Oïcha, Beni-Païda en direction du Graben (parc Virunga) pour Isale et Ishasha dans le territoire de Rutshuru. Sur ces mêmes axes, on assiste à des relèves intempestives des troupes NALU.

Le chef de collectivité-secteur de Rwenzori, Edouard Nyamwisi, cousin de Mbusa Nyamwisi, collecte des vivres et, parfois, exige de ses sujets qu'ils cultivent des champs pour nourrir les hommes des ADF-NALU. Ces pratiques ont été d'application à Bawisa et Kikura. En pleine cité de Mutwanga, on prélève des taxes destinées à financer ces maquisards. Des armes viennent de diverses milices de l'Ituri à l'occasion de mouvements de déplacés de guerre et de personnes tentant d'échapper à la démobilisation forcée telle qu'initiée en Ituri par la MONUC.

D'autres armes appartiennent au RCD-K/ML dont les contreforts du Rwenzori servent de cachette et de bastion. On y trouve le gros des armes du bataillon Usalama, la garde rapprochée de Mbusa Nyamwisi, dont l'Ouganda est le plus grand fournisseur. Les camions (conteneurs) servent pour leur transport, de l'Ouganda jusqu'à Kelembo, village situé sur la grand-route, au rond-point à l'entrée de Mutwanga.

C'est là qu'ont lieu nuitamment les déchargements d'armes, dont une partie est emportée dans les maquis des ADF-NALU de Los-Los via Mutwanga et Watalinga (contreforts du mont Rwenzori) ; d'autres alimentent les troupes armées dans le Graben. Ces opérations sont facilitées aussi bien par la douane (à Lubiriha-Kasindi) qu'en cours de route grâce à la complicité d'agents des services de douane et de renseignement qui sont des fidèles de la famille Nyamwisi.

Avant le processus de réunification de la RDC, Mbusa Nyamwisi avait placé, à des postes stratégiques locaux de son entité, ses fidèles et familiers, dont son cousin Edouard Nyamwisi qu'il a nommé chef de chefferie du secteur du Rwenzori, Martin Nyamwisi devenu chef de douane à Kasindi, Raymond Kibwana, chargé de sécurité et du renseignement à Kasindi-Lubiriha, le colonel Kakolele, chargé de la lutte contre la fraude, Tahanganyolo chargé des contacts avec les groupes armés de la contrée, et le colonel Sangoté commandant le bataillon du Rwenzori basé à Mutwanga-cité.

C'est donc un véritable réseau bien entretenu qui est en place et d'aucuns estiment que Mbusa Nyamwisi est le mieux placé pour en savoir plus. Il arrive que ce dernier se rende en toute quiétude dans son village natal de Kikura-Lwanoli (localité de Watalinga), perdu dans le massif militarisé de Rwenzori. Le président du RCD-K/ML est le favori du général ougandais James Kazini, dont la famille élargie s'est installée par la force, sous escorte de l'UPDF, dans le parc Virunga, à Karuruma, localité de Vahyana. Cette famille appartient à la tribu des Hima, d'origine ougandaise, dont le père de Kazini est le chef de file en territoire congolais. Ils agissent en étroite collaboration avec les NALU et l'APC et fournissent des vaches et d'autres biens précieux aux ténors du RCD-K/ML.

Ainsi, en juin 2005, l'actuel vice-gouverneur du Nord-Kivu, Kaysavira Mbaka, a reçu de cette

6. Points chauds K et N (PCK et PCN) dans les résultats du dépouillement.

communauté hima deux vaches lors du décès de sa mère. Or, selon nos informations collectées sur le terrain, tous les hommes hima présents à Karuruma sont des militaires formés en Ouganda. Ils se mêlent aux bergers et portent toujours des armes cachées sous leurs manteaux, avec leurs munitions dissimulées dans des bambous censés leur servir de bâtons de berger. Ils ont des accointances avec certains officiers ougandais basés à Mbarara et ont su s'attirer la sympathie et la complicité de certains chefs coutumiers de la contrée, tels le chef Kalemire et Edouard Nyamwisi à qui ils ne cessent d'octroyer des dons.

Par ailleurs, on signale l'atterrissage d'hélicoptères non autrement identifiés dans des endroits isolés de la région. Ils ravitailleraient les divers groupes armés en armes et munitions. On observe parfois la présence de certains hauts officiers ougandais, Kazini étant le plus cité, sur le mont Rwenzori, pour des raisons connues d'eux seuls. Du côté ougandais, les localités de Kitalu, Kitoma et Kanyatsi servent de voies d'entrée pour les armes et munitions, ainsi que de lieux de contact et d'échange avec la NALU et d'autres maquisards de la contrée. En réalité, chaque groupe armé possède ses sponsors dans l'armée ougandaise, selon les diverses tendances qui la caractérisent.

#### c. Oïcha et Mavivi<sup>7</sup>

Quarante personnes ont pu être interrogées dans cette entité. Toutes affirment avoir connaissance d'armes en circulation et de leurs caches ou stockages, 33 ont des informations sur des armes en transit, 21 ont connaissance de leurs ventes, achats ou échanges et chacune connaît des cas de saisies des armes.

Relevons que cette localité héberge principalement des bandes de militaires déserteurs du MLC et du RCD-K/ML confondues. Leur présence est généralement signalée sur la route de desserte agricole de Manove. Ils se ravitaillent en armes et munitions au quartier général des FARDC à Beni. La situation de misère dans laquelle les soldats des FARDC sont plongés du fait du non-paiement de leur solde les amène à cacher des armes et munitions lors de déchargements

pour les vendre au plus offrant. L'autre marché de ravitaillement en armes et munitions est celui de Mangazi, le long de la rivière Ituri, où ces déserteurs et d'autres hommes armés exploitent des minerais. Un mouvement identique est observé sur les sites aurifères de Munutsi, près de Bela, localité limitrophe du territoire de Mambasa.

#### d. Bunyuka-Isale<sup>8</sup>

Bien que cette localité soit réputée pour abriter un intense trafic d'armes, nos enquêtes dans cette entité n'ont pas révélé pas grand chose. La principale difficulté a été la réticence de la population à répondre à nos questions, car elle prenait notre enquêtrice pour une espionne au service, soit des milices armées des alentours, soit de services de renseignements et sécurité de Butembo. Bon nombre ont préféré ne pas l'écouter par crainte de répression d'un côté ou de l'autre. C'est ainsi que, si toutes les 69 personnes interrogées avouent avoir connaissance de circulation d'armes, 13 seulement admettent avoir des échos sur les caches ou stocks, aucune n'aurait d'informations sur des transactions et 4 seulement auraient connaissance de saisies d'armes.

Ce groupement est contrôlé par des troupes de l'APC non encore brassées. Malgré sa présence, on y assiste à des relèves de troupes NALU et à la circulation et au transit d'armes. La population cohabite pacifiquement avec ces maquisards, mais ignore quasi tout de leurs activités et de leurs sources d'approvisionnement, étant donné que leurs opérations se font la nuit et loin dans la forêt.

Toutefois, on connaît leurs mouvements qui vont du mont Rwenzori, traversent la rivière Semliki pour le Graben, d'où ils franchissent les hauteurs d'Isale et de certains milieux environnant Bunyuka. On assiste donc à de nombreux mouvements nocturnes suspects, bien qu'on dispose de peu de précisions à ce sujet. C'est d'Isale que, au mois de février 2005, des hommes de la NALU sont partis libérer les leurs retenus prisonniers par les services de sécurité à l'hôtel Oasis en plein centre ville de Butembo. Lors de telles opérations, ils s'appuient sur des quartiers environnants de la ville, que ce soit à Butembo ou à Beni.

7. Point chaud P (PCP) dans les résultats du dépouillement.

8. Point chaud D (PCD) dans les résultats du dépouillement.

### e. Beni-ville<sup>9</sup>

Cette ville a servi et sert encore de quartier général et de siège des institutions du RCD-K/ML, voire du MLC, dont des soldats ont été dépêchés en décembre 2004 vers le front de Kanyabayonga et se sont repliés sur cette ville. Elle sert aussi de QG pour les FARDC et la MONUC. Avec ses deux aérodromes de Wangenia et Mavivi, sa position au carrefour des routes de Goma à Kisanгани via Butembo et de Butembo à Kasindi, la ville de Beni est le centre commercial et administratif le plus important du territoire.

Elle est, cependant, en proie à de multiples tendances militaristes qui gangrènent la contrée. De nos questionnaires d'enquête administrés à 56 personnes, il ressort que 55 affirment être témoins de circulation d'armes, 52 ont connaissance de caches ou de stocks, 49 ont des informations sur leur transit, 26 ont des éléments d'information sur leurs ventes, achats ou échanges et 52 ont été témoins de saisies d'armes.

Cette situation peut trouver son origine dans le fait que cette ville est convoitée par une multitude de groupes armés en raison de sa proximité avec le district de l'Ituri et avec la frontière ougandaise. L'APC (RCD-K/ML), l'ALC (MLC), l'ANC (RDC-Goma), l'UPC, les FARDC, les Maï-Maï, les miliciens lendu et d'autres cherchent ou ont cherché à prendre le contrôle militaire de cette ville. Dans pareil climat, il n'est pas étonnant qu'on y découvre des caches d'armes et de munitions. Un cas concret s'est produit le 28 juin 2005, alors que nous étions en pleine enquête, lors de la découverte d'une cache d'armes assez importante au quartier Malepe, en commune Bungulu, en plein centre-ville de Beni.

Ces armes auraient appartenu aux NALU et au MRC. Nous n'avons pu obtenir de précisions sur les quantités d'armes saisies. Dans les deux aérodromes susmentionnés, on observe des atterrissages suspects et des déchargements d'armes et munitions en provenance aussi bien de Kinshasa, de Kisangani, de Gbadolite que de Kampala. D'autres mouvements y sont encore observés et seraient souvent l'œuvre des « Mbusa boy's » (se référant au prénom du président du RCD-K/ML), en mal de positionnement politique et social et rêvant des prébendes de l'époque de la rébellion.

Les maisons de certains officiers et hauts cadres politico-militaires sont transformées en marché noir d'armes. Les groupes armés de la contrée se servent de ces nouveaux réseaux et relations tissées avec ces cadres militaires en ville de Beni.

De nos nombreux entretiens avec les chefs de quartiers et cellules en ville de Beni et avec quelques chefs Maï-Maï, il ressort que chaque groupe armé a ses sponsors dans le cercle des officiers de la place, des autorités au pouvoir à Kinshasa et des officiers ougandais et rwandais. De même, les ex-factions rebelles, chacune cherchant à maintenir son hégémonie dans la région, n'hésitent pas à appuyer de telles manœuvres. À en croire les rapports de la société civile locale, malgré les multiples saisies d'armes opérées dans la ville, il y aurait encore beaucoup de caches d'armes et de mines dans la contrée. À titre illustratif, deux femmes cultivant leur champ à Kalindumbu, sur la route Beni-Kasindi, ont sauté sur une mine, au début de 2005. L'une est morte sur le coup, l'autre a été transportée d'urgence aux soins intensifs à Lubiriha.

### f. Kasindi-Lubiriha<sup>10</sup>

Au total, nous avons questionné 22 personnes conformément à notre méthode de travail. Cependant, lors de nos entretiens libres, nous avons accédé à d'autres informations très utiles pour ces recherches. Toutes les personnes interrogées ont connaissance de circulation d'armes, 18 sont informées de caches ou stocks d'armes, 14 ont des données sur des armes en transit, seules 4 savent quelque chose sur des ventes, achats ou échanges, tandis que 16 ont connaissance de saisies d'armes. Que reflètent ces données ? Observons d'abord que, depuis la décennie 90, la dynamique transfrontalière est manifeste à Lubiriha-Kasindi. L'importance de cette agglomération, poste douanier congolais, est liée à sa position frontalière avec l'Ouganda, ce qui en fait un lieu de passage massif de personnes et de biens.

C'est également par ce poste que transite, à en croire nos interlocuteurs, le plus gros des armes qui alimentent les maquis dans le Grand Nord. La complicité de certaines autorités en place à Kasindi comme à Beni est très manifeste dans ce genre de trafics. L'emprise du RCD-K/ML, qui

9. Point chaud J (PCJ) dans les résultats du dépouillement.

10. Points chauds L et M (PCL et PCM) dans les résultats du dépouillement.

contrôle encore l'entièreté des postes à responsabilité de la région, en est un élément catalyseur. Quelques douaniers affirment que tous les conteneurs désignés par certains chefs de services de la douane comme appartenant au « mouvement » (sous-entendu : au RCD-K/ML), sont exemptés de toute taxe et de tout contrôle administratif à la douane. Ils sont escortés par des militaires de l'APC. Ces douaniers disent ne rien savoir sur l'identité du véritable destinataire final.

Notons que ces trafics se font en complicité avec des services ougandais en poste à Mbondwe, du côté ougandais de la frontière, et sont grandement influencés par certains officiers ougandais. Ce qui compte pour eux, ce sont les dividendes qu'ils tirent de ces opérations. Ils sont donc incontournables dans l'armement de tous les maquis de la contrée.

#### **g. Axe Butembo-agglomération lacustre de Kyavinyonge<sup>11</sup>**

Kyavinyonge est une localité située au bord du lac Edward, à plus de 70 km à l'est de Butembo. Ce lac est d'une superficie d'environ 2 250 km<sup>2</sup>, dont 1 630 km<sup>2</sup> situés du côté congolais et le reste du côté ougandais. Elle est située dans le parc national de Virunga. Elle a été créée comme agglomération des pêcheurs membres de la coopérative des pêcheurs de Vichumbi, initiée vers 1949 par l'administration coloniale et des chefs coutumiers riverains du lac.

Concernant les trafics d'armes sur cet axe, sur 59 personnes interrogées, 55 ont connaissance de circulation d'armes, 23 détiennent des informations sur les caches ou stocks d'armes, 22 possèdent des données pour ce qui est de leur transit, 7 savent quelque chose de leurs ventes, achats ou échanges et 30 de leurs saisies. À cause de sa position stratégique au bord du lac, l'agglomération de Kyavinyonge est en fait un haut-lieu du trafic d'armes. Comparativement aux années antérieures, ces mouvements de trafic d'armes sont cependant en diminution. Ils étaient intenses, en provenance de l'Ouganda et de Goma, sous l'AFDL et aux premières heures du RCD (1996-1999).

Actuellement, nonobstant les quelques mouvements observés à Nyakakoma et à Kamandi,

ces trafics décroissent, surtout ceux en provenance du côté ougandais. Au niveau de Nyakakoma et Kamandi, l'arsenal militaire observé appartient au RCD-Goma, alimenté par son fidèle allié rwandais. Beaucoup d'armes proviennent de Rutshuru via le parc Virunga. Les troupes de l'ANC et les « Local Defense » du gouverneur Eugène Serufuli, appuyés par l'armée rwandaise, ravitaillent, via Kyavinyonge et souvent en forçant le passage, les milices hima situées à moins de 40 km au nord-est de Butembo, toujours en plein parc de Virunga appelé localement « Irumu » (Graben). Ces mouvements se produisent sur tout l'axe Butembo-Kyavinyonge, via Misenbere, Virendi et Kyondo.

#### **h. Axe Butembo-Kahamba via Butughe et Vurondo<sup>12</sup>**

Cette localité est un bastion Maï-Maï, de la faction dénommée RNL/Vurondo (Résistance nationale lumumbiste). Ils ont obtenu leur armement de base en le prenant lors de combats face à l'UPDF, l'ALC et l'APC. Jusqu'à présent, ils ne se sont pas inscrits dans la logique du brassage. Il est vrai qu'un de leurs bataillons fait un essai de « brassage isolé » à Kimbulu, acceptant les formations en provenance de la hiérarchie des FAR-DC, mais refusant d'être mélangés à des soldats d'autres groupes armés. Ce bataillon est dirigé par le commandant Werrason et s'est rendu tristement célèbre par la prise en otage de 24 agents de la société forestière de Dara Forest, installée en pleine guerre à Mangina. Leur libération fut conditionnée à l'octroi d'armes et de munitions ainsi que d'une valise de téléphone par satellite.

Pour ce qui est de nos enquêtes sur cet axe, les 17 personnes interrogées ont toutes connaissance de circulation d'armes, 11 ont des échos sur les caches ou les stocks d'armes, 3 ont entendu parler d'armes en transit, 2 affirment être au courant d'opérations de vente, achat ou échange, et 3, enfin, ont des données sur des saisies d'armes. Dans ce milieu particulièrement insécurisant, ces enquêtes ont été appuyées par des entretiens libres. Du fait que les Maï-Maï contrôlent les sites miniers les plus riches de la contrée, tels que Manguredjipa, Etaïtu et Mbiambwe, ils tirent énormément de profit de l'échange de minerais (coltan et or) contre des armes auprès de certains comman-

11. Points chauds R, S, T, U et Z (PCR, PCS, PCT, PCU et PCZ) dans les résultats du dépouillement.

12. Point chaud Q (PCQ) dans les résultats du dépouillement.

dants et hauts cadres militaires de la place. Ce système de troc continue même aujourd'hui.

Observons que certains cadres politico-militaires se réclamant de ces Maï-Maï leur servent d'intermédiaires dans ces trafics d'armes. Un autre flux d'armes qui les approvisionne provient du gouvernement de Kinshasa. Il est donc établi que la RNL a tissé des liens en matière de trafic d'armes avec de hautes sphères du RCD-K/ML et des FARDC.

Les mêmes Maï-Maï ont également tissé des liens étroits avec certains hommes d'affaires qui achètent leurs minerais. L'argent perçu de ces activités commerciales leur permet d'acheter des vivres, mais aussi des armes et des munitions. Autrement dit, malgré des divergences de vues, il existe une collaboration, certes basée sur l'intérêt personnel, entre le commandement des Maï-Maï et ceux des FARDC et de l'APC. Ces trafics et les modes d'acquisition des armes sont identiques à toutes les factions Maï-Maï du Grand Nord, qu'il s'agisse de la faction du commandant Mudohu Kukumana, localisée sur le mont Muhola, de celle de Lafontaine sur l'axe Kasugho-Bingi et de celle de Vita Kitambala, basée à Kirumba-Kanyabayonga. Nous ne faisons pas mention de celle de Jackson, actuellement très active en territoire de Rutshuru, car ce dernier est situé en dehors de notre zone d'enquête.

## 2. Territoire de Lubero

D'une superficie de 18.096 km<sup>2</sup>, ce territoire jouxte ceux de Rutshuru (au sud-est), de Walikale (au sud-ouest), de Bafwasende (à l'ouest) et de Beni et de Mambasa (nord), ainsi que le lac Edward (à l'est). Bien que située à cheval sur les territoires de Beni et de Lubero, la plus grande partie de la vie de Butembo se trouve en territoire de Lubero.

### a. Ville de Butembo<sup>13</sup>

Située à proximité de l'équateur, à environ 1.840 m d'altitude, Butembo est la principale ville du Grand Nord et un centre commercial majeur. Affublée du statut de cité indigène en 1949, Butembo est érigée en centre extra-coutumier en septembre 1958. Elle constituait un point important de transit de la main-d'œuvre indigène en

route vers les centres miniers. Elle a aussi abrité les bureaux de la société minière des Mines des Grands Lacs (MGL).

Quant aux trafics d'armes au sein de cette ville, disons qu'il n'est pas aisé d'y énumérer tous les réseaux impliqués dans ces activités, étant donné que Butembo est une vaste ville comportant de multiples points d'entrée et de sortie. Toutefois, nos enquêtes ont révélé que, sur 68 répondants, tous ont connaissance d'armes en circulation, 49 de caches ou stocks, 39 de transits, 46 de vente, achat ou échange et 53 de saisies. Des entretiens libres nous ont permis de récolter davantage de données sur cette épineuse question. Il en ressort qu'il y aurait un marché noir d'armes et munitions alimentant certains maquis de la contrée.

En réalité, on assiste à de nombreux cas de vols de minerais appartenant à certains commerçants de la place, opérés par les Maï-Maï. Pour restituer ces minerais, ces derniers exigent en échange d'importantes sommes d'argent ou des armes et des munitions. Ainsi, le commerçant lésé se démène pour entrer en contact avec certains militaires et hauts cadres politiques de la place, afin d'acheter des armes qu'il devra ensuite acheminer dans les maquis des Maï-Maï pour récupérer son trésor. Ces transactions sont facilitées par les liens familiaux unissant des commerçants à certains officiers et Maï-Maï de la place.

Par ailleurs, certains quartiers périphériques de la ville sont réputés pour la circulation nocturne, les caches et le marché noir d'armes et de munitions. Nous citons, à titre indicatif, le quartier Rwenda, environnant le camp militaire et la piste d'atterrissage du même nom, ainsi que les quartiers Fourou et Mutiri.

Au quartier Rwenda, les militaires cachent des armes dans les maisons des particuliers, chez une maîtresse ou chez certains garçons bandits ou criminels locaux. Des cinq armes qu'un militaire peut posséder, une seule est connue officiellement par sa hiérarchie. Cette arme n'est jamais utilisée lors de ses opérations illégales et donc n'est pas objet de vente. Lors de ses sorties hors de la caserne, il cache cette arme et en récupère une autre, non identifiée par ses commandants. Cette arme peut être revendue ou utilisée pour commettre des forfaits (vol à main armée, cambriolage...). Ce sont ces mêmes militaires qui servent d'intermédiaires dans les négociations de transactions d'armes avec les maquisards de la contrée.

13. Points chauds A et B (PCA et PCB) dans les résultats du dépouillement.

Le quartier Fourou est réputé pour être un quartier général ou un bastion des Maï-Maï en pleine ville de Butembo. Du temps de l'AFDL, la population de ce quartier a été victime des razzias opérées par les FAC sur ordre du commandant tutsi Abubakar. En février et avril 1998, plus de 800 jeunes garçons ont été enterrés vivants au camp Kikyo (à l'entrée nord de la ville). Parmi eux, se trouvait un grand nombre de jeunes de Fourou. Ce massacre a incité les rescapés à rejoindre les rangs des Maï-Maï, tout en continuant à résider en ville.

C'est ainsi qu'on y trouve une population très bouillante et la plus révoltée de toute la ville. Ces comportements farouches sont dus aux traumatismes laissés par ce massacre et à leurs contacts avec les milieux des maquisards et d'autres hommes en uniforme. Il n'est donc pas surprenant que les Maï-Maï séjournent aisément à Butembo et que Fourou soit leur fief. C'est un terrain balisé idéal pour tous les types de trafics d'armes.

Le quartier Mutiri, quant à lui, est connu pour la présence régulière d'hommes de la NALU. A cause de sa proximité relative avec le Graben, les NALU et d'autres groupes armés situés dans le parc de Virunga s'y approvisionnent en nourriture et s'avancent jusqu'en plein centre de Butembo, via ce quartier qui n'est rien d'autre que leur porte d'entrée. Le commerce d'armes se déroulerait dans des maisons privées de ce secteur.

#### **b. Axe Butembo-Lukanga via Luotu-Mangerya et Masereka**

De nos descentes dans ces localités, nous n'avons pas récolté grand-chose qui cadre avec la thématique de nos recherches. En réalité, ces villages vivent paisiblement sans contact avec des hommes armés, même des FARDC ou de la police nationale congolaise. Ce sont donc de véritables « îlots de paix » au Grand Nord, bien que gangrenés par d'autres conflits, surtout à connotation foncière. Ces milieux ne connaissent ni trafic, ni circulation d'armes.

#### **c. Axe Butembo-Vuyinga<sup>14</sup>**

Sont situées le long de cet axe, les agglomérations de Katolo-Musyenene, de Kasinga, de Vu-

samba et de Muhangi. De nos enquêtes sur cet axe, il ressort que, sur 49 personnes interrogées, 46 ont connaissance de circulation d'armes, 10 de leurs caches ou stocks, 15 de leur transit, 8 de ventes, achats ou échanges et 31 de saisies. Ces localités connaissent donc bien des trafics illégaux d'armes.

La localité de Vuyinga est l'épicentre de ce genre de transactions. Les armes y circulent et y transitent en provenance de Kasugho (Kasuo) et Vitsumbi, en direction de Manguredjipa et Muhola. L'on assiste parfois à des mouvements inverses allant donc de Manguredjipa et Muhola, via Vuyinga, à destination de Kasugho, Bunyatenge et Vitsumbi. Les groupes armés actifs dans ce rayon sont les Maï-Maï, les Interahamwe et les FDLR. Ils collaborent entre eux en matière d'armement.

#### **d. Axe Lubero-Kasugho<sup>15</sup>**

Situé à 50 km à l'ouest de la cité de Lubero, Kasugho (ou Kasuo) abrite un grand nombre de réfugiés hutu rwandais arrivés en 1994 et, parmi eux, de nombreux ex-FAR et Interahamwe bien équipés en armement. L'on trouve aussi quelques éléments de la faction Maï-Maï dirigée par Lafontaine. C'est dans ce contexte que 39 personnes ressources sur 40 interrogées dans la localité ont connaissance de circulation d'armes, 4 de caches ou de stocks, 23 d'armes en transit, 18 de leur vente, achat ou échange, et 26 de saisies.

Kasugho est également une localité qui regorge de minerais, y compris des minerais rares. À l'époque de l'occupation de la région par le RCD (avant la scission du RCD-K/ML), on y a observé une forte augmentation de la circulation d'armes. Des militaires ougandais les échangeaient contre des minerais, surtout de l'or, du coltan et du diamant. Ces réseaux y sont encore actifs par l'entremise de certains officiers congolais basés en cité de Lubero. Le non-paiement de leur solde semble expliquer ces agissements.

Des miliciens (Maï-Maï et Interahamwe) vendent leurs minerais aux commerçants et concluent leurs marchés à Lubero. Avec cet argent, ils achètent des armes et des vivres, avant de regagner leurs carrières transformées en maquis. Par conséquent, si les habitants de la cité de Lubero

14. Points chauds E, F, G, H et I (PCE, PCF, PCG, PCH et PCI) dans les résultats du dépouillement.

15. Point chaud C (PCC) dans les résultats du dépouillement.

sont témoins d'une circulation d'armes essentiellement légale, ils n'ont que peu d'informations sur les mouvements illégaux (caches, transit, trafic), bien que cette cité serve de centre de négociation des minerais entre hommes en armes et commerçants.

Observons également que les FDLR et Interahamwe de Kasugho ont été à un certain moment ravitaillés en armes par hélicoptères par le régime de Kinshasa, ainsi que par certains réseaux français. Un de ces hélicoptères s'est écrasé, en 1999, sur la montagne Lutambi, à 25 km de Muhangi et moins de 20 km de Kasugho. L'appareil transportait des armes et des munitions. D'autres hélicoptères de guerre français ont ensuite atterri sur le lieu du crash pour ramasser les débris. En bref, cette localité connaît encore aujourd'hui des mouvements de divers hommes armés, ainsi que d'armes et munitions.

#### e. Axe Lubero-Muhanga-Bunyatenge<sup>16</sup>

Muhanga et Bunyatenge sont deux villages voisins abritant des groupes armés, tels que des Maï-Maï (faction Lafontaine), des Interahamwe, des FDLR et l'ANC, appuyée par les « Local Defense » et l'armée rwandaise. Sur 32 personnes interrogées, toutes ont entendu parler de circulation d'armes, 28 ont connaissance d'armes cachées ou stockées, 4 d'armes en transit, 6 de saisies, mais personne n'a eu vent de vente, achat ou échange d'armes. Les armes circulent dans ce milieu en provenance de Goma, via Rutshuru et Walikale, et en direction de Kasugho et Manguredjipa, tandis que d'autres proviennent de Beni, via Butembo, selon les obédiences et alliances des milices et groupes armés en présence.

Muhanga et Bunyatenge ont été à plusieurs reprises la cible des attaques du RCD-Goma menées contre les positions du RCD-K/ML au sud du territoire de Lubero. Ce coin reculé du Grand Nord connaît donc une intense prolifération d'armes. Lors de leurs retraits, les troupes du RCD-Goma et les membres des « Local Defense » ont caché des armes dans les environs. Certaines de ces armes ont été saisies par les Maï-Maï qui contrôlent actuellement la majeure partie de cette entité.

16. Points chauds V et W (PCV et PCW) dans les résultats du dépouillement.

#### f. Cités de Kirumba, Kayna et de Kanyabayonga<sup>17</sup>

Comme Muhanga et Bunyatenge, ces trois agglomérations semi-urbaines ont été envahies par la coalition ANC et Local Defense, assistée en hommes et matériel de l'armée régulière rwandaise en juin 2003, puis en décembre 2004. Ces guerres y ont aggravé le problème de la prolifération d'armes. En décembre 2004, ce n'est que sous la pression de la communauté internationale que les troupes du RCD-Goma ont arrêté leur avancée vers les positions des FARDC.

Mais depuis lors, ces troupes ne se sont jamais retirées complètement de leurs positions, sous prétexte de participation au processus de brassage. Ces troupes ANC ont été formellement intégrées dans l'APC, en attendant l'intégration des uns et des autres dans les FARDC. Cependant, les militaires rwandophones de l'ANC ont tous déserté les rangs de la 18e brigade de l'APC, basée à Kasando, en date du 26 août 2005.

Concernant l'enquête, toutes les personnes interrogées (78) nous ont affirmé avoir connaissance d'armes en circulation, 60 d'armes cachées ou stockées, 35 de transit, 24 de ventes, achats ou échanges, et 45 de saisies d'armes.

Par ailleurs, certains ont soutenu que les militaires du RCD-Goma, lors de leur retrait partiel des positions qu'ils occupaient, auraient enfoui des armes dans des endroits qui, jusqu'à présent, demeurent secrets. En plus, dans la brousse environnante, on observe des mouvements de ces mêmes troupes en direction de Miriki, Vusereaka, Luofu, Mbughavinywa, Pitakongo, Muhanga et Bunyatenge, et de là, vers Kasugho. À part ces groupes rwandophones du RCD-Goma (ANC, Local Defense et militaires rwandais confondus), mentionnons également la présence, dans la région, de troupes APC, de Maï-Maï, d'Interahamwe et de FDLR.

On signale également des relèves de troupes, génératrices de circulation et de trafic d'armes, dans certaines localités environnantes de Kanyabayonga, bien que situées en territoire de Rutshuru (donc hors de notre zone d'enquête), notamment à Masuta, Buleusa, Rusamambu et Karambi. D'autres mouvements et transits d'armes sont observés en provenance de Buleusa, Lusoya, Ka-

17. Points chauds X et Y (PCX et PCY) dans les résultats du dépouillement.

teku, Luholu en direction du parc de Virunga, entre les localités de Nzazale et Mirange. À Miriki, de tels mouvements d'armes ont été observés dans l'intervalle entre l'assassinat du commandant local de l'ANC et l'installation de son remplaçant hutu de l'ANC, Désiré Simakoro, dont le bataillon est constitué en majorité de membres des « Local Defense ».

### 3) Conclusion

Au regard de ce qui précède, le Grand Nord demeure une contrée qui connaît encore des trafics d'armes malgré l'embargo du Conseil de sécurité. Ces trafics sont nourris par des réseaux locaux bénéficiant d'un appui, soit national (de la part d'anciens belligérants), soit international via des pays voisins peu scrupuleux, dont le Rwanda et l'Ouganda. Par rapport aux dernières années, ces mouvements d'armes sont en diminution. Mais l'émergence d'autres petits groupes armés, tel le MRC, est inquiétante, ceux-ci étant à même d'amplifier les trafics actuels.

Le retard connu dans le processus de brassage et le repli de troupes de l'APC autour du Rwenzori, avec armes et munitions, ne sont pas des signes d'une parfaite acceptation du processus de réunification nationale par tous les anciens belligérants. Il en va de même avec le déploiement de troupes de l'ANC et autres milices rwandaises FDLR et Interahamwe autour des localités de Kanyabayonga, Kayna, Kirumba, Bunyatenge, Miriki et Kasuo (dans le sud du territoire de Lubero).

De manière synthétique, on peut dire que la prolifération et la circulation d'armes de guerre dans le Grand Nord sont liées à la présence de plusieurs forces armées issues des rébellions et non encore intégrées aux FARDC. Ci-dessous, une liste non exhaustive montre que de nombreux groupes armés sont actifs dans le Grand Nord, bien que plusieurs d'entre eux n'y soient pas basés. Parmi eux, plusieurs se revendiquent de l'appellation « FARDC », alors qu'ils ne sont pas encore intégrés ou brassés.

### Groupes armés encore actifs dans le Grand Nord et non intégrés aux FARDC

#### Groupes congolais

- 5e brigade ANC avec état-major à Kitshanga (Masisi, colonel Rugayi)
- 11e brigade ANC avec état-major à Katale (Rutshuru; colonel Smith)
- 12e brigade ANC avec état-major à Rutshuru (colonel Mayanga)
- Régiment (nom inconnu) ANC à Sake (Goma et Rutshuru)
- 13e brigade Maï-Maï avec état-major à Nyabiondo (Masisi, colonel Akilimali)
- 14e brigade Maï-Maï avec état-major à Mutonga (Walikale, lieutenant-colonel Samy)
- Maï-Maï de Jackson (Rutshuru)
- 36e brigade FAC avec état-major à Kibua (Walikale, colonel Fikilini)
- 91e brigade FAC avec état-major à Pinga (Walikale)
- 17e et 18e brigades APC respectivement basées à Beni et Lubero (colonel John Tchibangu)
- Maï-Maï à Vurondo et environs de la ville de Butembo (Beni et Lubero)
- éleveurs hima armés à Karuruma (Grabén, Beni)
- MRC (Beni et Lubero)
- civils hutu armés (Local Defense du gouverneur du Nord Kivu, Eugène Serufuli, Rutshuru)
- 6e brigade Mongols avec état-major à Kinigi (Masisi, colonel Mugabo)
- forces disparates de Laurent Nkunda Mihigo Batware (basées dans les territoires de Nyiragongo, Rutshuru et Masisi).

#### Groupes étrangers

- FDLR et Interahamwe sur l'axe Kasugho-Bunyatenge (Lubero);
- ADF/NALU actifs dans le territoire de Beni.

De nos enquêtes, il ressort que certains acteurs des anciens mouvements rebelles n'ont pas encore coupé le cordon ombilical les unissant aux pays qui les ont soutenus pendant la guerre. Les noms de Kakolele et Bosco (MRC) sont les plus cités au Grand Nord, mais il faut y ajouter la plupart des responsables de l'ANC dans le territoire limitrophe de Rutshuru.

Il faut également signaler que plusieurs officiers d'armées étrangères ayant occupé la RDC sont restés après le retrait de leurs troupes. Le comportement de Laurent Nkunda n'est donc pas le fruit du hasard. Il compterait beaucoup sur ses soutiens au Nigeria, pays qu'il venait de quitter lorsqu'il a eu un entretien à Rutshuru avec

l'Administrateur du territoire le 15 août 2005. Ce dernier serait un point focal qui favoriserait cette circulation d'armes dans le territoire qu'il administre.

C'est pourquoi ces chefs politiques et militaires entretiennent la confusion dans la partie orientale de la RDC, notamment au Nord-Kivu et en Ituri, afin d'y faciliter l'exploitation à leur profit de ressources naturelles (au Grand Nord, principalement l'or, le coltan et l'ivoire). Les ressources naturelles des territoires de Beni et Lubero, mais également de ceux de Masisi et de Walikale, fournissent les ressources financières pour l'approvisionnement en armes. Les pays frontaliers à l'est de la RDC jouent un rôle très important dans ce trafic illégal de ressources naturelles et d'armes, en particulier le Rwanda et l'Ouganda qui soutiendraient directement et indirectement ce que les Congolais appellent les « forces négatives ».

Des pressions diplomatiques devraient être exercées envers les anciennes factions rebelles et les divers acteurs armés congolais qui n'ont jamais intégré leurs arsenaux au niveau national congolais. En réalité, de nos nombreux entretiens sur le terrain, nous tirons l'impression que chaque ex-faction rebelle, maintenant représentée à Kinshasa, est encore en possession de son arsenal

militaire et qu'elle cherche à le renforcer. Toutes ont enfoui ou caché leurs armes dont elles pourraient se servir en cas de perte d'élections ou pour un éventuel repositionnement politique et social sur l'échiquier local et national.

De même, d'autres milices locales ou étrangères s'approvisionnent en armes et munitions. Elles doivent également être désarmées de gré ou de force au cours du processus de formation de l'armée nationale unifiée. Ces poches de milices bien approvisionnées en armes sont de véritables menaces pour le processus de réunification en cours en RDC. En outre, l'embargo sur les armes au Congo devrait être étendu au Rwanda et à l'Ouganda, qui sont les principaux fournisseurs d'armes à ces groupes congolais engagés dans le trafic d'armes.

Il est également indispensable que le Conseil de sécurité exerce des pressions sur les pays fournisseurs d'armes à ces deux États et contrôle les industries d'armes implantées dans la région (en Ouganda, surtout) et la destination des armes qu'elles produisent. Faute de quoi, la paix restera chimérique dans la région entière.

**Roger Kasereka Mwanawavene,**  
superviseur de la zone d'enquête  
du Grand Nord

## Le Petit Nord

### 1. Présentation de la zone d'enquête

La région dite du Petit Nord représente le sud de la province du Nord-Kivu, comprenant la ville de Goma et les territoires de Masisi, Nyiragongo, Rutshuru et Walikale. Cette zone a été subdivisée en 21 « points chauds », des lieux où sont suspectés des mouvements ou des trafics d'armes. Les points chauds ont été numérotés de PCA à PCU et cinq enquêteurs leur ont été affectés.

D'un point de vue administratif, le Petit Nord peut-être subdivisé comme suit :

- La ville de Goma comprend deux communes : Karisimbi et Goma.
- Le territoire de Masisi comprend quatre collectivités, dont deux chefferies, celles de Bas-hali et de Bahunde, et deux secteurs, ceux de Katoyi et d'Osso-Banyungu.
- Le territoire de Nyiragongo comprend la seule collectivité-chefferie des Bakumu.
- Le territoire de Rutshuru comprend deux collectivités-chefferies : Bwito et Bwisha.
- Le territoire de Walikale est composé de deux collectivités-secteurs : celle des Wanianga et celle des Bakano.

Le Petit Nord est limitrophe de l'Ouganda et du Rwanda (à l'est), du Sud-Kivu (au sud), du Maniema (à l'ouest et au sud-ouest), de la province Orientale (au nord-ouest) et du territoire de Lubero (Grand Nord, ou nord du Nord-Kivu, au nord). Il est bordé par deux lacs importants, les lacs Kivu et Edward.

### Les populations

La ville de Goma, en tant que chef-lieu de province, est cosmopolite et est habitée par toutes les ethnies de la province, dont les Hunde, Nande, Nyanga, Tembo, Kano, Kumu, Twa (pygmées), Hutu et Tutsi. Ces deux dernières détiennent le monopole du pouvoir. On y trouve également des ethnies originaires d'autres provinces, notamment les Bashi, les Barega, les Bahavu provenant du Sud-Kivu.

Le territoire de Masisi, avec comme chef-lieu Masisi-Cité à 87 km de la ville de Goma, est habitée par les Bahunde détenant le pouvoir coutumier et traditionnel, des Tembo, des Nyanga et des Nande, ainsi que des Hutu et Tutsi ayant le

monopole du pouvoir politico-administratif.

Le territoire de Nyiragongo, avec comme chef-lieu Kibumba à plus au moins 25 km de Goma, est majoritairement habitée par les Bakumu, une ethnie proche des Bahunde et détenant le pouvoir coutumier, traditionnel et administratif, ainsi que par des Hutu et Tutsi.

Le territoire de Rutshuru, avec comme chef-lieu Rutshuru-Cité, est habitée par des Hunde ayant le pouvoir coutumier et traditionnel dans la chefferie de Bwito, et par des Hutu et Tutsi, dits Banyabwisha, détenant le pouvoir coutumier et traditionnel dans la chefferie de Bwisha. Dans le même territoire, on trouve d'autres Hutu et Tutsi détenant le pouvoir politico-administratif, ainsi qu'une présence très significative de Banande originaires des territoires de Beni et Lubero.

Le territoire de Walikale, avec comme chef-lieu Walikale-Centre, situé à 375 km de route de Goma, est habitée par des Wanianga et Bahunde (secteur des Wanianga) et des Bakano (secteur des Bakano). Le pouvoir coutumier, traditionnel et politico-administratif est entre les mains des Wanianga et des Bakano dans leurs secteurs respectifs.

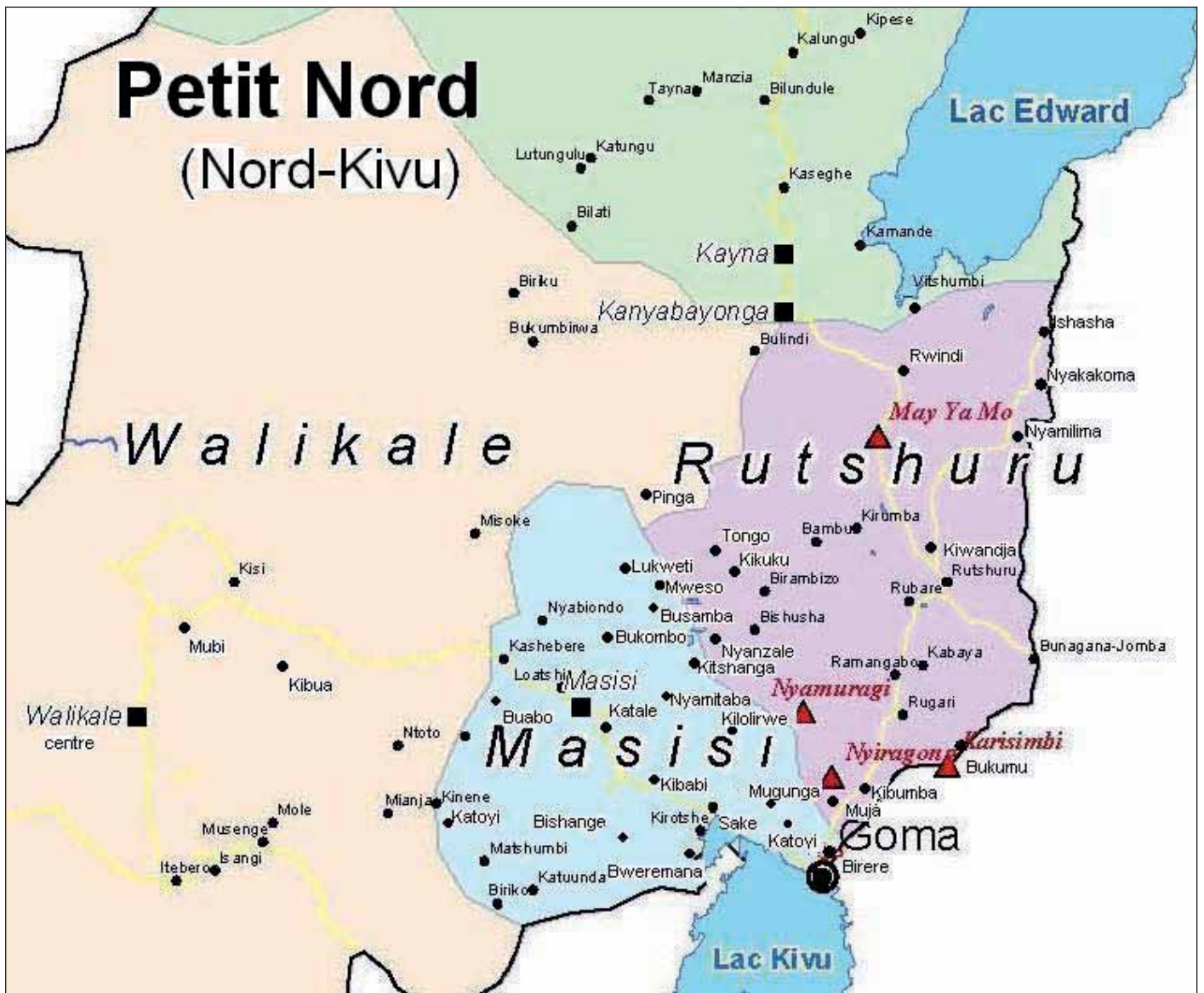
### Forces en présence

Dans la ville de Goma, on trouve des militaires « brassés » des FARDC, provenant de divers groupes ex-belligérants, dont les FAC de l'ancien Gouvernement, des ex-ANC du RCD-Goma, des éléments du MLC, du RCD /K-ML, du RCD-N, ainsi que des ex-Maï-Maï. En plus de l'armée, on trouve à Goma des effectifs de la Police nationale Congolaise (PNC).

Il en va de même dans les territoires de Masisi, de Nyiragongo, de Rutshuru, et de Walikale. Dans ce dernier territoire, on note une faible présence des éléments de la PNC.

Parmi les forces irrégulières, on trouve dans la ville de Goma des militaires insurgés et autres non-brassés fidèles à l'ex-général Laurent Nkundabatware, des déserteurs et des anciens membres des « Local Defense », ainsi que les milices du gouverneur de province Eugène Serufuli Ngayabaseka.

Dans le territoire de Masisi, on trouve des miliciens rebelles ralliés à Laurent Nkundabatware, des militaires de certains bataillons ex-ANC réfractaires au brassage, des anciens des Local



Defense, des démobilisés de l'armée rwandaise (Rwanda Defense Forces, RDF), ainsi que des miliciens hutu rwandais Interahamwe.

La situation est similaire dans les territoires de Nyiragongo et de Rutshuru. Il faut en plus signaler dans ce dernier territoire, la présence d'un groupe Maï-Maï fidèle au commandant Jackson.

Dans le territoire de Walikale, en plus des forces irrégulières citées plus haut, il faut aussi noter, sur certaines collines et dans certaines forêts, la présence d'éléments des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR).

## 2. Dépouillement, analyse et interprétation des données

### a) Questions fermées

Voici les questions posées par les enquêteurs aux 658 personnes interrogées dans la zone du Petit Nord. Les chiffres qui suivent représentent les nombres totaux de réponses à chacune des questions fermées du questionnaire. Les résultats détaillés des questions fermées et l'ensemble des réponses aux questions ouvertes sont disponibles sur demande (voir note 1 plus haut).

Nombre de personnes interrogées :	658
1) Avez-vous connaissance d' <b>armes en circulation</b> dans le village / le quartier ?	Oui : 630 Non : 28
2) Ces armes sont-elles portées par :	
A) des policiers / douaniers	318
B) des militaires FARDC	520
C) des militaires d'autres groupes congolais (Non : brassés)	424 + si oui, de quels groupes ?
D) des militaires de groupes Non : congolais	397 + si oui, de quels groupes ?
E) des anciens militaires ou combattants	308
F) des bandits ou criminels	329
G) des éleveurs ou agriculteurs	231
H) des commerçants	16
I) des creuseurs	4
J) d'autres civils	407
3) Avez-vous connaissance d' <b>armes cachées ou stockées</b> dans le village / quartier ?	Oui : 542 Non : 121
4) Ces armes sont-elles cachées ou stockées ?	
a) cachées	447
b) stockées	187
5) Ces armes sont-elles cachées par :	
A) des policiers / douaniers	57
B) des militaires FARDC	204
C) des militaires d'autres groupes congolais (Non : brassés)	338 + si oui, de quels groupes ?
D) des militaires de groupes Non : congolais	297 + si oui, de quels groupes ?
E) des anciens militaires ou combattants	268
F) des bandits ou criminels	215
G) des éleveurs ou agriculteurs	214
H) des commerçants	15
I) des creuseurs	1
J) d'autres civils	311
6) Pourquoi ces armes sont-elles cachées ou stockées ?	
A) par mesure de sécurité	128
B) parce qu'elles ne sont pas utilisées actuellement	175
C) pour échapper au contrôle des autorités locales	348
D) pour échapper au contrôle de la MONUC	350
E) pour d'autres raisons	297 + si oui, précisez

- 7) Avez-vous d'autres informations sur les stocks ou caches d'armes ?
- 8) Avez-vous connaissance d'**armes en transit** par le village / quartier ?  
 Oui : 434  
 Non : 209
- 9) Savez-vous d'où proviennent ces armes ?  
 Oui : 388 + si oui, précisez les lieux d'où elles viennent.  
 Non : 5
- 10) Savez-vous où sont expédiées ces armes en transit ?  
 Oui : 387 + si oui, précisez les lieux où elles sont expédiées.  
 Non : 57
- 11) Savez-vous par quels moyens sont transportées ces armes ?  
 Oui : 406 + si oui, précisez  
 Non : 17
- A) camion 403  
 B) moto/vélocycle 0  
 C) autre véhicule à moteur 310  
 D) avion 0  
 E) vélo 0  
 F) à pied 191  
 G) bateau/pirogue 25  
 H) autre (précisez) 0
- 12) Avez-vous d'autres informations sur les transits d'armes ?
- 13) Avez-vous connaissance de **ventes, achats ou échanges d'armes** dans le village / le quartier ?  
 Si oui, répondez aux questions 14 à 32  
 Si non, allez directement à la question 33  
 Oui : 159  
 Non : 504
- 14) Ces ventes, achats ou échanges d'armes se produisent-ils  
 A) régulièrement 0  
 B) rarement 159
- 15) Ces transactions se tiennent-elles dans des lieux précis (ex. marché, maisons privées, commerces...)?  
 Lesquels ?  
 Oui : 0  
 Non : 159
- 16) Les armes à vendre sont-elles exposées (visibles pour les non acheteurs) ?  
 Oui : 0  
 Non : 159
- 17) Avez-vous une idée des quantités d'armes vendues en ces lieux ?  
 Oui : 1 + si oui, citez une estimation du nombre d'armes que l'on peut y trouver.  
 Non : 158
- 18) Avez-vous une idée des types et des marques d'armes vendues en ces lieux ?  
 Oui : 106 + si oui, citez les types d'armes (fusils, grenades, munitions...) et les marques (Kalachnikov, G3...) les plus vendus.  
 Non : 53
- 19) En échange de quel(s) bien(s) sont acquises les armes ?  
 A) argent 163  
 B) minerais (précisez) 0

C) nourriture/produits agricoles	5
D) animaux	0
E) êtres humains (dot, domestique...)	0
F) autres (précisez)	54
20) Avez-vous une idée des prix pratiqués ?	Oui : 63 + si oui, citez quelques exemples (maximum 3). Non : 96
21) D'où viennent les armes vendues ici ?	
A) ne sait pas	0
B) d'autres localités de RDC (précisez)	21
C) de localités d'autres pays (précisez)	149
22) Les vendeurs sont-ils originaires de la région ?	Oui : 34 Non : 125
23) Les vendeurs sont-ils des « professionnels » (vendeurs réguliers d'armes) ?	Oui : 46 Non : 113
24) Les vendeurs font-ils appel à des intermédiaires (commissionnaires) ?	Oui : 115 Non : 44
25) Les vendeurs sont-ils de nationalité congolaise ?	Oui : 114 Non : 56 + si non, précisez nationalité
Sont-ils :	
A) des policiers / douaniers	2
B) des militaires FARDC	22
C) des militaires d'autres groupes congolais (Non : brassés)	36 + si oui, de quels groupes ?
D) des militaires de groupes Non : congolais	65 + si oui, de quels groupes ?
E) des anciens militaires ou combattants	17
F) des bandits ou criminels	15
G) des éleveurs ou agriculteurs	14
H) des commerçants	6
I) des creuseurs	2
J) d'autres civils	25
26) Les acheteurs sont-ils originaires de la région ?	Oui : 124 Non : 28
27) Dans quelle(s) catégorie(s) pouvez-vous classer les acheteurs ?	
A) policiers / douaniers	12
B) militaires FARDC	37
C) militaires d'autres groupes congolais (Non : brassés)	79 + si oui, de quels groupes ?
D) militaires de groupes Non : congolais	63 + si oui, de quels groupes ?
E) anciens militaires ou combattants	14
F) bandits ou criminels	37
G) éleveurs ou agriculteurs	37
H) commerçants	14
I) creuseurs	1
J) autres civils	34
28) Ce commerce est-il toléré ou protégé par certains éléments des autorités (police) ?	Oui : 36 Non : 123

- 29) Les vendeurs ou acheteurs paient-ils des formes de taxes aux autorités ?  
 Oui : 13  
 Non : 146
- 30) Les armes achetées ici restent-elles dans le village / le quartier ?  
 a) Si oui, qui les achète, pour en faire quoi ? Oui : 114  
 b) Si non, où sont-elles transportées après leur achat ? Non : 45
- 31) Si vous comparez la période actuelle avec celle d'il y a un an, avez-vous l'impression que les transactions en armes dans votre localité sont en augmentation ou en diminution ?  
 A) ne sait pas 0  
 B) augmentation 48  
 C) diminution 91  
 D) environ la même chose 124
- 32) Avez-vous d'autres informations sur les ventes, achats ou échanges d'armes ?
- 33) Avez-vous connaissance de **saisies d'armes** dans le village / le quartier ?  
 Si oui, répondez aux questions 34 à 36  
 Oui : 248  
 Non : 394
- 34) Qui a opéré des saisies d'armes dans le village / le quartier ?  
 A) autorités congolaises (police, armée...) 30  
 B) autorités locales/coutumières 0  
 C) MONUC 143  
 D) autres (précisez) 30
- 35) Que deviennent les armes saisies ?  
 A) stockées ou emportées par les autorités congolaises 52  
 B) stockées ou emportées par la MONUC 124  
 C) revendues au marché noir 43  
 D) détruites 0  
 E) ne sait pas 3  
 F) autre (précisez) 0
- 36) Existe-t-il une forme de collaboration entre la population et l'administration ou les forces de l'ordre à propos de la lutte contre les trafics d'armes ?  
 Oui : 5 + si oui, précisez  
 Non : 239

## b) Analyse et interprétation des données

Nous synthétisons ici l'ensemble des réponses fermées et ouvertes apportées par les personnes interviewées.

### *Circulation d'armes*

Parmi les Congolais, les porteurs et détenteurs illégaux d'armes les plus fréquents sont :

- des éléments de l'ex-ANC du RCD-Goma,
- des anciens membres des Local Defense,
- des militaires fidèles à Laurent Nkundabatware,
- des miliciens rwandophones hutu dits Mongols,
- des ex-Maï-Maï non encore brassés, en particulier des fidèles du dénommé Samson,

- des militaires fidèles au colonel Elimu et au major Baudouin,
- des gardiens de vaches.

Concernant les non-Congolais, on trouve essentiellement des militaires rwandais infiltrés des RDF collaborant avec l'ex-général Laurent Nkundabatware et le gouverneur Eugène Serufu-li, des miliciens rwandais Interahamwe, FDLR, ex-FAR et « Rastas », ainsi que des éleveurs tutsi en provenance du Rwanda.

### *Caches et stocks d'armes*

Une majorité des répondants est au courant de caches d'armes dans sa région, un groupe plus

restreint parlant de stocks d'armes, impliquant qu'il s'agirait de dépôts effectués dans le cadre légal. Les individus cachant ou stockant des armes illégalement sont approximativement les mêmes que ceux qui sont responsables de leur circulation (décrits dans le paragraphe précédent).

Alors qu'une majorité des répondants considère que la principale raison pour cacher des armes est la volonté de leur permettre d'échapper au contrôle des autorités locales ou de la MONUC, un nombre important avance également d'autres raisons non proposées par le questionnaire. Ces autres motivations seraient surtout :

- se préparer à de nouvelles guerres en vue de déstabiliser le pouvoir en place, perturber le processus de paix et faire échec au processus électoral en cours ;
- préparer de nouveaux conflits inter-ethniques et tribaux dans l'objectif d'exterminer les populations autochtones de la région, mettre fin au pouvoir coutumier et traditionnel ou l'intégrer de force ;
- sécuriser les bétails et se défendre contre d'éventuelles attaques des Interahamwe, FDLR et ex-FAR.

Les personnes interrogées ont non seulement identifié quelques villages et lieux spécifiques où l'on trouve des caches et stocks d'armes, mais ils ont généralement souligné le fait que les autorités politico-administratives et militaires à tous les niveaux sont fortement impliquées dans cette pratique de caches et stocks illégaux d'armes, utilisant parfois à cette fin leurs propres domiciles ou concessions.

### *Transit d'armes*

Généralement, les armes proviennent des pays voisins, principalement le Rwanda, transitent par Goma où elles sont cachées et stockées dans des maisons de personnalités rwandophones, parmi lesquelles le gouverneur de province Eugène Serufuli. Elles sont ensuite acheminées ou expédiées dans les territoires de Masisi, Nyiragongo, Rutshuru et Walikale pour être distribuées à des personnes civiles hutu et tutsi. Dans le cas du territoire de Rutshuru, certaines armes proviennent de l'Ouganda.

Il apparaît également que des véhicules de l'organisation TPD – *Tous pour la Paix et le Développement* – dont est le gouverneur Serufuli

membre fondateur, ainsi d'autres appartenant au gouvernorat de Province, facilitent le transport d'armes et de munitions de la ville de Goma vers l'intérieur de la province.

Un nombre significatif de répondants signale aussi que le principal responsable de ces opérations, agissant au nom du gouverneur de province, reste Robert Seninga, conseiller dudit gouverneur. Il dispose d'une série de relais au niveau des villages organisant la distribution d'armes auprès des populations hutu et tutsi du Petit Nord.

Une autre information est que les opérations de transit ou de transport d'armes et munitions se font souvent pendant la nuit, cela afin d'échapper à la vigilance de la population et non au contrôle des autorités, ces dernières en étant bien informées et souvent directement impliquées.

### *Ventes, achats ou échanges d'armes*

Cette pratique ne semble pas tellement fréquente dans la région, d'autant plus qu'une quantité importante d'armes et munitions a été distribuée gratuitement à une partie de la population rwandophone. Ainsi, moins d'un quart des répondants a dit avoir des informations sur des transactions d'armes. La synthèse que produisons ci-dessous ne concerne donc qu'un nombre limité de témoignages récoltés dans la ville de Goma et dans les territoires de Nyiragongo et de Rutshuru.

**Lieux des transactions.** Pas de lieux précis, les transactions se font dans des maisons privées, dont celles d'hommes d'affaires et de personnalités rwandophones impliquées, de manière clandestine.

**Types d'armes vendues.** Les répondants ont relevé divers types ou marques d'armes qu'ils supposent être vendus dans leur milieu. Il s'agit notamment, par ordre de fréquence dans les réponses, de : Kalachnikovs, grenades, munitions/cartouches, revolvers, SMG, R-4, Uzi, mitrailleuses, MAG, mortiers de 60 mm.

**Estimation des prix pratiqués.** Les répondants ont donné quelques prix pour ces différentes armes disponibles au marché noir :

- Kalachnikov : 10-60 USD dans la région de Goma, 40-120 USD dans les territoires de Nyiragongo et de Rutshuru ;
- revolver : 30-150 USD (territoire de Rutshuru) ;

- grenade : 5-10 USD (Goma) ;
- MAG : 500 USD (territoire de Rutshuru) ;
- Uzi : 50 USD (territoire de Rutshuru).

**Provenance des armes vendues.** Les armes vendues dans la ville de Goma et les territoires de Masisi, Nyiragongo et Walikale proviennent principalement du Rwanda (Gisenyi et Kigali), tandis que celles vendues dans le territoire de Rutshuru proviennent surtout d'Ouganda (Kampala).

**Nationalité des vendeurs.** Dans la ville de Goma et les territoires de Masisi, Nyiragongo et Walikale, les vendeurs sont majoritairement de nationalité rwandaise ; dans le territoire de Rutshuru, à part les Rwandais, il y a aussi des personnes de nationalité ougandaise.

**Groupes congolais impliqués dans la vente.** Parmi les éléments de groupes congolais irréguliers impliqués dans des opérations de vente illicite d'armes, on trouve des militaires de l'ex-ANC du RCD-Goma, des militaires fidèles à l'insurgé Laurent Nkunda, ainsi que des miliciens de la Local Defense du gouverneur Serufuli.

**Groupes non congolais impliqués dans la vente.** Parmi les éléments de groupes non congolais impliqués dans des opérations de vente illicite d'armes, on trouve des militaires rwandais des RDF, des militaires rwandais démobilisés s'identifiant à des Congolais d'expression rwandaise, des Interahamwe, des FDLR et, dans le territoire de Rutshuru, des militaires ougandais.

**Groupes congolais impliqués dans l'achat.** Parmi les éléments de groupes congolais irréguliers impliqués dans des opérations d'achat illicite d'armes, on trouve des militaires de l'ex-ANC du RCD-Goma, des militaires fidèles à Laurent Nkunda, des miliciens de la Local Defense, des éléments Maï-Maï non brassés et, particulièrement dans le territoire de Rutshuru, des braconniers et des criminels.

**Groupes non congolais impliqués dans l'achat :** Parmi les éléments de groupes non congolais impliqués dans des opérations d'achat illicite d'armes, on trouve des éléments rwandais des RDF, ainsi que des rebelles rwandais (Interahamwe, ex-FAR et FDLR).

**Autres informations.** Comme pour le cas des caches et stocks d'armes, les informations recueillies indiquent que, à tous les niveaux, les autorités politiques, administratives et militaires sont très impliquées dans les opérations de vente,

d'achat ou d'échange d'armes. Elles sont parfaitement informées de ces pratiques qu'elles tolèrent ou autorisent.

Par ailleurs, comme beaucoup d'armes ont été distribuées gratuitement à certains membres des populations rwandophones, la vente et l'achat d'armes sont relativement rares et les prix pratiqués sont dérisoires.

En réaction à l'insécurité, certains fermiers, agriculteurs et éleveurs achètent aussi des armes dans l'objectif de se sécuriser et de sécuriser leur bétail face aux pillages des groupes armés.

### 3. Conclusion

De la synthèse des résultats de l'enquête, il ressort que le mouvement et le trafic illicites d'armes dans la région du Petit Nord sont une réalité et méritent donc une attention particulière de la part de la Communauté tant internationale, nationale que locale.

La prolifération d'armes résulte surtout de la distribution massive et catastrophique d'armes et de munitions à une partie de la population, en particulier aux Rwandophones hutu et tutsi, et révèle des agendas cachés de la part des auteurs de cette distribution.

Cette pratique a occasionné des conséquences néfastes sur la vie de la population et un impact très négatif, non seulement sur les actions de développement socio-économique, mais aussi de rétablissement de la paix, de l'harmonie, de la concorde et de la cohabitation pacifique entre les différentes communautés. Elle a aussi des implications très négatives sur le processus électoral en cours en RDC.

À titre d'exemple, rappelons que, en vue de régler les conflits et les différends entre les diverses communautés du Nord-Kivu, il avait été institué par la société civile une structure dénommée « barza inter-communautaire » qui réunissait autour d'une même table les leaders et délégués des communautés originaires du Nord-Kivu, dont les Hunde, Nyanga, Nande, Tembo, Kumu, Kano, Mbuti-Pygmées, Hutu et Tutsi. Malheureusement, en raison de ce fléau que sont la distribution gratuite et la détention illégale d'armes par les communautés rwandophones, cette structure a été disloquée et est aujourd'hui scindée en deux : le Groupe des sept (G7), regroupant les commu-

nautés autochtones hunde, nyanga, nande, tembo, kumu, kano et mbuti-pygmée, et le Groupe des deux (G2) associant les communautés hutu et tutsi.

Il est donc nécessaire que des actions musclées soient menées à tous les niveaux en vue de contribuer à la réduction, mais aussi à la lutte contre la circulation, le trafic et la prolifération illicites des armes, au niveau de la province du Nord-Kivu en particulier, en République démocratique du Congo et dans la sous-région africaine des Grands Lacs en général.

Pour y arriver, la sensibilisation reste d'une importance capitale, car celle-ci peut amener tout individu ou groupe de personnes impliqué dans ce fléau à prendre conscience et à adopter un comportement responsable en vue de contribuer à la réduction et à la lutte contre la prolifération et le trafic des armes légères et de petit calibre dans la région.

**Nestor Bauma Bahete**<sup>18</sup>,  
superviseur de la zone d'enquête  
du Petit Nord

---

18. L'auteur est également coordonnateur du CPDH-PHRC et du point focal du RECAAL / Nord-Kivu.

## Le Sud-Kivu

### 1. Présentation de la zone d'enquête

La province du Sud-Kivu se caractérise d'abord par sa position stratégique dans le contexte général de la RDC. Elle est située à l'extrémité orientale du pays, fait frontière avec le Rwanda, le Burundi, ainsi que, par le lac Tanganyika, avec la Tanzanie et la Zambie. Une seconde caractéristique est son activisme militaire quasi permanent depuis l'accession du pays à l'indépendance. Le Sud-Kivu a été le berceau ou la pépinière de toutes sortes de mouvements armés et insurrectionnels : Mulele<sup>19</sup>, Schramme<sup>20</sup>, L.-D. Kabila, les Maï-Maï, le RCD, Nkunda et Mutebutsi<sup>21</sup>.

La province du Sud-Kivu forme aujourd'hui la dixième région militaire des FARDC. C'est aussi l'une des circonscriptions militaires qui regorgent du plus grand nombre de factions ayant participé aux guerres s'étant déroulées entre 1996 et 2002. Ces différentes factions sont officiellement aujourd'hui en cours de brassage. Cependant, ce processus subit d'importants retards et est en butte à l'hostilité de plusieurs factions anciennement belligérantes, répondant aux ordres de seigneurs de la guerre, se comportant en roitelets dans les fiefs qu'ils contrôlent.

Un autre problème épineux est la présence de milliers d'éléments des FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda) et autres factions composées de réfugiés rwandais armés (Interahamwe, Rastas, etc.). L'enquête, dans le cadre de cette étude, révèle leur présence massive dans près des trois-quarts de la province. Cette présence se signale toujours par des activités subversives et des actes criminels, dont un de nos enquêteurs a été directement victime.

Disons aussi que la dynamique démographique du Sud-Kivu a démontré qu'il existe des po-

pulations transfrontalières qui ont des liens très étroits à la fois en RDC, au Burundi et au Rwanda. Le jeu des alliances peut parfois trouver son origine dans les affinités ethniques, culturelles et historiques bien réelles au sein des populations des trois pays.

La présence d'un sous-sol extrêmement riche dans les districts de Fizi, Kalehe et Mwenga justifie l'intérêt accru des chefs des milices locales et de toutes sortes d'aventuriers pour cette contrée.

### 2. Dépouillement, analyse et interprétation des données

#### a) Questions fermées

Nous présentons ci-dessous les questions posées au public par les enquêteurs, ainsi que les résultats chiffrés des questions fermées pour l'ensemble de la zone couverte. Ces questions ont été posées par une douzaine d'enquêteurs qui ont interrogé 765 personnes réparties sur 33 « points chauds ».

Suite à divers problèmes, la plupart des questionnaires de la région de Minembwe (subdivisée en 6 points chauds) ne nous sont pas parvenus. Pour rappel, les résultats complets, par point chaud, sont disponibles sur le site Internet du GRIP (voir note 1 à ce sujet).

19. Ancien ministre de Patrice Lumumba qui avait levé une rébellion après l'assassinat de ce dernier. Cette rébellion s'était rendue maître de tout l'est de la RDC entre 1963 et 1964 avant d'être défaite par l'armée régulière sous la conduite de Joseph Désiré Mobutu et avec l'aide de certains pays extérieurs.

20. Mercenaire belge qui a brièvement contrôlé la ville de Bukavu en 1967.

21. Deux officiers tutsi congolais qui se sont insurgés contre le pouvoir central et ont tenté de conduire une rébellion à l'est du pays en s'emparant de la ville de Bukavu entre le 28 mai et le 10 juin 2004. Ils sont aujourd'hui poursuivis par la justice congolaise et font l'objet d'un mandat d'arrêt international.



<b>Nombre de personnes interrogées :</b>	<b>765</b>
1) Avez-vous connaissance d'armes <b>en circulation</b> dans le village / le quartier ?	Oui : 736 Non : 28
2) Ces armes sont-elles portées par :	
A) des policiers / douaniers	467
B) des militaires FARDC	671
C) des militaires d'autres groupes congolais (non brassés)	497 + si oui, de quels groupes ?
D) des militaires de groupes non congolais	319 + si oui, de quels groupes ?
E) des anciens militaires ou combattants	384
F) des bandits ou criminels	288
G) des éleveurs ou agriculteurs	103
H) des commerçants	149
I) des creuseurs	186
J) d'autres civils	208
3) Avez-vous connaissance d' <b>armes cachées ou stockées</b> dans le village / quartier ? Si oui, répondez aux questions 4 à 7 Si non, allez directement à la question 33	Oui : 624 Non : 139
4) Ces armes sont-elles cachées ou stockées ?	
A) cachées	512
B) stockées	542
5) Ces armes sont-elles cachées par :	
A) des policiers / douaniers	267
B) des militaires FARDC	554
C) des militaires d'autres groupes congolais (non brassés)	417 + si oui, de quels groupes ?
D) des militaires de groupes non congolais	259 + si oui, de quels groupes ?
E) des anciens militaires ou combattants	251
F) des bandits ou criminels	340
G) des éleveurs ou agriculteurs	102
H) des commerçants	178
I) des creuseurs	131
J) d'autres civils	230
6) Pourquoi ces armes sont-elles cachées ou stockées ?	
A) par mesure de sécurité	549
B) parce qu'elles ne sont pas utilisées actuellement	184
C) pour échapper au contrôle des autorités locales	215
D) pour échapper au contrôle de la MONUC	116
E) pour d'autres raisons	410 + si oui, précisez
7) Avez-vous d'autres informations sur les stocks ou caches d'armes ?	
8) Avez-vous connaissance d' <b>armes en transit</b> par le village / quartier ? Si oui, répondez aux questions 9 à 12 ; si non, allez directement à la question 13	Oui : 394 Non : 356
9) Savez-vous d'où proviennent ces armes ?	Oui : 322 + si oui, précisez les lieux d'où elles viennent. Non : 162
10) Savez-vous où sont expédiées ces armes en transit ?	Oui : 280 + si oui, précisez les lieux où elles sont expédiées. Non : 211

- 11) Savez-vous par quels moyens sont transportées ces armes ? Oui : 328 + si oui, précisez.  
Non : 74
- A) camion 169  
B) moto/véломoteur 75  
C) autre véhicule à moteur 128  
D) avion 73  
E) vélo 81  
F) à pied 212  
G) bateau/pirogue 114  
H) autre (précisez) 0
- 12) Avez-vous d'autres informations sur les transits d'armes ?
- 13) Avez-vous connaissance de **ventes, achats ou échanges d'armes** dans le village / le quartier ?  
Si oui, répondez aux questions 14 à 32 Oui : 413  
Si non, allez directement à la question 33 Non : 308
- 14) Ces ventes, achats ou échanges d'armes se produisent-ils  
A) régulièrement 201  
B) rarement 219
- 15) Ces transactions se tiennent-elles dans des lieux précis (ex. marché, maisons privées, commerces...)?  
Oui : 189 Lesquels ?  
Non : 35
- 16) Les armes à vendre sont-elles exposées (visibles pour les non acheteurs) ?  
Oui : 42  
Non : 384
- 17) Avez-vous une idée des quantités d'armes vendues en ces lieux ?  
Oui : 37 + si oui, citez une estimation du nombre d'armes que l'on peut y trouver.  
Non : 383
- 18) Avez-vous une idée des types et des marques d'armes vendues en ces lieux ?  
Oui : 270 + si oui, citez les types d'armes (fusils, grenades, munitions...) et les marques (Kalachnikov, G3...) les plus vendus.  
Non : 157
- 19) En échange de quel(s) bien(s) sont acquises les armes ?  
A) argent 389  
B) minerais (précisez) 237  
C) nourriture/produits agricoles 50  
D) animaux 101  
E) êtres humains (dot, domestique...) 172  
F) autres (précisez) 231
- 20) Avez-vous une idée des prix pratiqués ?  
Oui : 172 + si oui, citez quelques exemples (maximum 3).  
Non : 231
- 21) D'où viennent les armes vendues ici ?  
A) ne sait pas 131  
B) d'autres localités de RDC (précisez) 228  
C) de localités d'autres pays (précisez) 171

- 22) Les vendeurs sont-ils originaires de la région ?  
 Oui : 276  
 Non : 144
- 23) Les vendeurs sont-ils des « professionnels » (vendeurs réguliers d'armes) ?  
 Oui : 281  
 Non : 142
- 24) Les vendeurs font-ils appel à des intermédiaires (commissionnaires) ?  
 Oui : 321  
 Non : 86
- 25) Les vendeurs sont-ils de nationalité congolaise ?  
 Oui : 365 + si non, précisez la nationalité  
 Non : 93
- A) des policiers / douaniers 80  
 B) des militaires FARDC 183  
 C) des militaires d'autres groupes congolais (non brassés) 214 + si oui, de quels groupes ?  
 D) des militaires de groupes non congolais 139 + si oui, de quels groupes ?  
 E) des anciens militaires ou combattants 149  
 F) des bandits ou criminels 77  
 G) des éleveurs ou agriculteurs 28  
 H) des commerçants 162  
 J) d'autres civils 166
- 26) Les acheteurs sont-ils originaires de la région ?  
 Oui : 267  
 Non : 150
- 27) Dans quelle(s) catégorie(s) pouvez-vous classer les acheteurs ?
- A) policiers / douaniers 2  
 B) militaires FARDC 6  
 C) militaires d'autres groupes congolais (non brassés) 91 + si oui, de quels groupes ?  
 D) militaires de groupes non congolais 95 + si oui, de quels groupes ?  
 E) anciens militaires ou combattants 82  
 F) bandits ou criminels 103  
 G) éleveurs ou agriculteurs 152  
 H) commerçants 250  
 I) creuseurs 165  
 J) autres civils 200
- 28) Ce commerce est-il toléré ou protégé par certains éléments des autorités (police) ?  
 Oui : 226  
 Non : 190
- 29) Les vendeurs ou acheteurs paient-ils des formes de taxes aux autorités ?  
 Oui : 161  
 Non : 254
- 30) Les armes achetées ici restent-elles dans le village / le quartier ?
- a) Si oui, qui les achète, pour en faire quoi ?  
 Oui : 251  
 b) Si non, où sont-elles transportées après leur achat ?  
 Non : 158
- 31) Si vous comparez la période actuelle avec celle d'il y a un an, avez-vous l'impression que les transactions en armes dans votre localité sont en augmentation ou en diminution ?
- A) ne sait pas 59  
 B) augmentation 23  
 C) diminution 193  
 D) environ la même chose 139
- 32) Avez-vous d'autres informations sur les ventes, achats ou échanges d'armes ?

- 33) Avez-vous connaissance de **saisies d'armes** dans le village / le quartier ?  
Si oui, répondez aux questions 34 à 36
- |  |           |
|--|-----------|
|  | Oui : 265 |
|  | Non : 453 |
- 34) Qui a opéré des saisies d'armes dans le village / le quartier ?
- |   |     |
|---|-----|
| A) autorités congolaises (police, armée...) | 204 |
| B) autorités locales/coutumières            | 21  |
| C) MONUC                                    | 46  |
| D) autres (précisez)                        | 4   |
- 35) Que deviennent les armes saisies ?
- |  |     |
|--|-----|
| A) stockées ou emportées par les autorités congolaises | 181 |
| B) stockées ou emportées par la MONUC                  | 30  |
| C) revendues au marché noir                            | 7   |
| D) détruites   | 7   |
| E) ne sait pas   | 43  |
| F) autre (précisez)                                    | 4   |
- 36) Existe-t-il une forme de collaboration entre la population et l'administration ou les forces de l'ordre à propos de la lutte contre les trafics d'armes ?
- |  |                              |
|--|------------------------------|
|  | Oui : 259 + si oui, précisez |
|  | Non : 446                    |

## b) Analyse et interprétation des données

Les points chauds ont été classés par territoire (ou mairie dans le cas de Bukavu) et regroupés par axe. La longueur des sections suivantes varie fortement en fonction des données recueillies et, partant, de l'intensité de la prolifération et du trafic d'armes. Nous avons ainsi identifié 33 points chauds regroupés autour de 6 axes, couvrant pratiquement toute la province du Sud-Kivu (en dehors du territoire de Shabunda, relativement épargné par le fléau de la prolifération des armes légères).

### 1. Territoire d'Uvira

Le territoire d'Uvira est l'un des plus importants du Sud-Kivu. Il doit son importance à sa position stratégique qui le place au carrefour d'un important espace commercial qui va de la capitale provinciale du Sud-Kivu à la Zambie en passant par Bujumbura et Kigoma (Tanzanie). Le port d'Uvira est le deuxième au niveau national de par son importance, après celui de Matadi. La position d'Uvira en face de la capitale burundaise et sur le lac Tanganyika souligne encore davantage cette importance.

Après avoir été l'un des principaux bastions mulelistes entre 1963 et 1964, Uvira a servi de porte d'entrée aux deux récentes guerres dont la

RDC a été victime en 1996 et en 1998. Le territoire venait auparavant d'accueillir, en 1993 et 1994, des milliers de réfugiés burundais qui fuyaient les massacres interethniques consécutifs à l'assassinat du président Melchior Ndadaye<sup>22</sup> et des Rwandais qui fuyaient l'avancée des troupes du FPR<sup>23</sup> après le génocide de 1994. Depuis lors, plusieurs mouvements armés, nationaux et étrangers, se sont créés, développés, organisés au gré des circonstances.

Tous ces rendez-vous historiques ont été autant d'occasions pour Uvira de se constituer en plaque tournante du trafic (achat, vente, transit) d'armes.

#### a. Uvira centre<sup>24</sup>

Dans le centre urbain d'Uvira, sur 25 personnes interrogées, toutes ont affirmé avoir connaissance d'armes en circulation et d'armes cachées ou stockées, 13 détiennent des informations sur le transit d'armes, savent d'où elles proviennent, où elles sont acheminées et ce qu'on en fait en-

22. Premier président démocratiquement élu du Burundi et premier Hutu à diriger ce pays resté longtemps entre les mains d'une oligarchie tutsi.

23. L'armée rwandaise s'appelle actuellement Rwanda Defence Forces (RDF), Forces de défense du Rwanda.

24. Point chaud K (PCK) dans les résultats du dépouillement.

suite. Aucune information n'est par contre disponible sur des cas de saisies, ni sur une éventuelle collaboration entre la population et les forces de l'ordre.

Il est globalement avéré, à la lumière des résultats de l'enquête en ce lieu, que les armes présentes ou transitant par ici proviennent du territoire de Fizi, du Burundi et, dans une moindre mesure, de la Tanzanie. Les moyens de transport de ces armes vers ou via Uvira sont, principalement, des embarcations utilisant le lac Tanganyika ou la rivière Ruzizi ; il y a également les véhicules terrestres, les bicyclettes, mais aussi le transport à pied.

Les vendeurs, les acheteurs et les commissionnaires se comptent pêle-mêle parmi les militaires et les policiers réguliers congolais, les miliciens Maï-Maï non encore brassés, les éléments des FNL burundais fortement présents dans la région. Le lac Tanganyika, la route Uvira-Baraka, les ports Kalundu et Maendeleo, ainsi que la frontière de Kavimvira sont les principales voies de passage des armes.

Les armes les plus en circulation à Uvira sont, par ordre d'importance, les Kalachnikovs AK-47, dont le prix varie entre 80 et 100 USD, différents types de mitrailleuses, vendus entre 100 et 150 USD, des armes de poing, qui coûtent entre 50 et 60 USD, et les grenades valant entre 5 et 20 USD. Il est impossible d'établir le traçage de ces armes, tellement elles entrent et transitent dans cette contrée par des voies irrégulières. Soulignons néanmoins que la plupart d'entre elles sont de fabrication chinoise et sud-africaine.

## b. Kiliba<sup>25</sup>

La cité de Kiliba, située à moins de 25 km au nord d'Uvira centre, doit son importance à sa position à la frontière avec le Burundi dont elle partage, avec la commune burundaise de Mutimbuzi, le buisson de Rukoko réputé pour être le sanctuaire de la rébellion des FNL, seul mouvement réfractaire au processus de paix au Burundi.

À Kiliba, sur 25 personnes interrogées par nos enquêteurs, toutes reconnaissent avoir connaissance d'armes en circulation et de caches et stocks d'armes, 23 ont des informations sur le transit et savent d'où elles proviennent, mais seules 10

connaissent leur destination. Les 25 répondants ont tous des informations sur des ventes, achats et échanges, mais personne n'a entendu parler de saisies.

Les acteurs les plus cités à Kiliba dans ce circuit sont les éléments des FNL burundais, les Maï-Maï non encore brassés et certains éléments des FARDC, dont des officiers. Plusieurs jeunes gens de Kiliba, au chômage depuis l'effondrement de la SUCKI<sup>26</sup>, participent également à ce trafic comme commissionnaires, transporteurs, agents de liaison, etc.

L'arsenal de guerre en circulation illicite à Kiliba est plus important et plus diversifié qu'à Uvira centre. On y trouve, en plus de la Kalachnikov AK-47, des mitrailleuses, des mortiers, des mitraillettes légères et toutes sortes de munitions. Les types les plus cités sont l'AK-47 (prix tournant autour de 80 USD), le RPG (entre 180 et 200 USD), les fusils d'assaut G 3 et R 4 (60-80 USD), différents types de revolvers (autour de 50 USD).

Signalons enfin que plusieurs indices matériels prouvent que les auteurs de la tuerie au camp de réfugiés de Gatumba<sup>27</sup> étaient venus de Kiliba, à seulement 6 km de là, ou, tout au moins, s'y étaient organisés avant le forfait, bien que les autorités congolaises nient toute implication dans ce massacre.

## c. Sange<sup>28</sup>

La cité de Sange est située à 35 km au nord d'Uvira, sur la route de Bukavu. Elle avait abrité entre 1994 et 1996 deux grands camps des réfugiés rwandais et burundais, dont des rebelles burundais des FDD (Forces de défense de la démocratie) de Léonard Nyangoma<sup>29</sup> et des ex-FAR et

26. La SUCKI, pour « Sucrerie de Kiliba », était une usine belgo-congolaise de production du sucre de canne qui employait plus de 5 000 personnes et a fait faillite au début des années 90. La SUCKI était la deuxième usine sucrière au niveau national, après celle de Kwilu-Ngongo, dans le Bandundu. Sa remise sur pied s'avère aujourd'hui très difficile parce que le gros de son matériel et de son équipement technique a été pillé par les militaires rwandais et burundais entre 1996 et 2001.

27. Localité burundaise à la frontière avec la RDC qui a abrité, entre juin et août 2004, un camp des réfugiés congolais Banyamulenge. Un massacre y a été perpétré, dans la nuit du 23 au 24 août, coûtant la vie à plus de 160 Banyamulenge dont des femmes et des enfants.

28. Point chaud P (PCP) dans les résultats du dépouillement.

29. Homme politique hutu burundais, ministre de l'Intérieur sous Ndadaye et fondateur de la rébellion du CNDD. Son mou-

25. Point chaud Q (PCQ) dans les résultats du dépouillement.

Interahamwe qui sont encore signalés aujourd'hui (sous l'appellation FDLR) dans cette région.

Sur 45 personnes interrogées à Sange, 42 ont affirmé avoir connaissance de circulation d'armes, 31 ont affirmé être au courant de caches et de stocks d'armes, 15 ont des informations sur leur transit, 12 savent d'où elles proviennent et 10 où elles sont expédiées. Les acteurs les plus cités sont, par ordre d'importance, les éléments des FNL, des Maï-Maï et des FDLR.

Selon les données recueillies par les enquêteurs, entre 1000 et 2000 armes ont fait l'objet de transactions à Sange entre 1994 et 2004. C'est beaucoup pour une bourgade qui compte 30 000 à 40 000 habitants (y compris les quartiers périphériques). Les types d'armes signalés à Sange et leur coût sont identiques à ceux de Kiliba. La particularité de Sange dans cette plaine de la Ruzizi est de servir de sanctuaire à d'importants effectifs d'Interahamwe-FDLR dans sa partie occidentale (Kahungwe et Rugeje) et de rebelles du FNL à l'est (Mwaba, Ruziya, Kajoro, Kimuka, Ndunda et Nyamoma). Ces mouvements étrangers à la RDC cohabitent et collaborent avec les forces Maï-Maï locales.

#### **d. Luvungi et Lubarika<sup>30</sup>**

Luvungi est le dernier centre important au nord du territoire d'Uvira, frontalier de la province de Cibitoke au Burundi. Lubarika est une cité plus ou moins jumelle de Luvungi située à mi-chemin entre Luvungi et les Moyens plateaux de Lemera. Toutes les 29 personnes interrogées en ces lieux ont affirmé avoir connaissance d'armes en circulation, 23 de transit et 8 seulement (et toutes habitant à Lubarika) de transactions.

Les acteurs impliqués sont, selon les répondants, les Maï-Maï non encore brassés du colonel Abdou, des éléments ex-ANC (Armée nationale congolaise, armée du RCD-Goma) aujourd'hui incorporés aux FARDC en quête de moyens de survie, ainsi que des FDLR. Les armes en circulation ici proviennent du Burundi, d'Uvira, de Bukavu et du Rwanda. D'importantes caches d'armes ont été signalées ici. Elles auraient été

laissées par l'armée rwandaise lors de son retrait de RDC en septembre-octobre 2002.

À propos du colonel Abdou, réfractaire au brassage, signalons qu'il a accordé un entretien significatif à un enquêteur dans son quartier général de Lubarika. Il a affirmé sans faux-fuyant que, pour lui, la guerre et la menace rwandaise étaient toujours actuelles et qu'il continuait à s'approvisionner en armes et munitions pour « défendre le territoire » et à collaborer avec n'importe quelle force partageant son idéal. Il a exprimé sa méfiance envers sa hiérarchie militaire, jugée « corrompue et de mèche avec l'ennemi ». « C'est pour toutes ces raisons que je n'enverrai pas mes hommes au brassage », a-t-il dit en conclusion de l'entretien.

#### **e. Lemera<sup>31</sup>**

Situé dans les Moyens Plateaux de la chaîne des Mitumba, Lemera est en même temps la capitale de la chefferie Bufuliiru (royaume jusqu'à la colonisation). Le coin est réputé pour être infesté d'éléments des FDLR. Lemera est en même temps le siège de la 109e brigade des FARDC commandée par le colonel Gabriel Kayamba, ex-seigneur de la guerre Maï-Maï. Ce sont les militaires ex-Maï-Maï de cette brigade qui ont massivement déserté le camp de brassage de Luberizi en mai 2005. Pour eux, il était plus intéressant de rester éternellement des miliciens locaux que soldats dans une armée nationale intégrée.

Sur 25 personnes interrogées à Lemera, 23 ont connaissance de circulation illicite et de caches et stocks d'armes dans leur contrée, 11 détiennent des informations sur des transits et sur des transactions, et seulement 3 attestent de cas de saisies opérées grâce aux bons soins du colonel Gabriel Kayamba.

Lemera constitue un important centre de transit d'armes entre les Hauts Plateaux de Minembwe, la plaine de la Ruzizi et le Rwanda d'où proviennent d'importantes cargaisons d'armes. Les principaux acteurs du trafic d'armes à Lemera sont les FDLR, ainsi que les Maï-Maï non encore brassés. Selon les informations recueillies sur place, il existe une étroite collaboration entre les FDLR et les militaires de la brigade de Kayamba en matière de vente, achat et échange d'armes.

vement sera par la suite victime de nombreuses dissensions. La faction du CNDD qu'il dirige aujourd'hui ne représente que peu d'importance sur la scène politique burundaise.

30. Points chauds L et O (PCL et PCO) dans les résultats du dépouillement.

31. Point chaud M (PCM) dans les résultats du dépouillement.

Les FDLR ont même obtenu du colonel Kayamba le droit de percevoir des taxes dans différents marchés dans et autour de Lemera, ainsi que d'imposer un péage sur certains axes routiers.

L'arme de prédilection des trafiquants de Lemera est la Kalachnikov, « moins lourde, moins coûteuse et d'usage facile », comme l'avait décrite à l'enquêteur, un déserteur Maï-Maï rencontré sur place. Cette arme coûte ici aux environs de 80 USD, bien que son prix monte parfois jusqu'à 100 USD.

#### f. Kamanyola<sup>32</sup>

Localité frontalière avec le Rwanda, Kamanyola<sup>33</sup> est sous le contrôle de troupes de l'ex-ANC dont seuls les officiers ont été brassés. Cette localité fait partie du territoire de Walungu, mais elle est davantage liée à Uvira, car elle est le prolongement nord de la Plaine de la Ruzizi.

Sur 12 personnes interrogées, toutes affirment avoir connaissance d'armes en circulation, 8 détiennent des informations sur les caches et les stocks, ainsi que sur la provenance et la destination des armes, et 6 ont entendu parler de saisies.

Les armes vendues, achetées ou transitant par Kamanyola proviennent essentiellement du Rwanda ou des stocks abandonnés par l'armée rwandaise en 2002. Les acteurs impliqués sont les Maï-Maï et les FARDC provenant de l'ANC. L'enquête relève également que Kamanyola est un couloir de passage des rebelles des FDLR qui font souvent des navettes entre Lubarika ou Lemera et des localités du territoire de Walungu, comme Kanyola, Nyangezi ou Tubimbi.

## 2. Territoire de Fizi

Alors que le territoire de Fizi regorge de mines d'or et de bois et qu'il domine le lac Tanganyika, cette vaste région située au sud du Sud-Kivu est la plus reculée sur le plan du développement au niveau de la province. Elle est restée fort longtemps le bastion de divers mouvements rebelles et insurrectionnels. Plusieurs rebelles et révolutionnaires y avaient entretenu des maquis, de

Pierre Mulele à Dunia Lwendama<sup>34</sup> en passant par Che Guevara et Laurent-Désiré Kabila.

Les différentes mines d'or de ce territoire sont autant de grands marchés d'armes. Dans beaucoup de coins du Fizi, la marge entre milicien et civil est souvent difficile à tracer : beaucoup de monde est armé, parfois doté de plus de trois armes à feu. Dans certains lieux, l'arme sert de monnaie d'échange pour accéder à certains avantages (épouser une femme, obtenir une propriété ou une concession minière, etc.).

#### a. Baraka et Bibokoboko<sup>35</sup>

Par sa position sur le lac Tanganyika et à mi-chemin entre Fizi centre, chef-lieu du territoire du même nom, et la ville d'Uvira, Baraka est le centre de ce territoire. En 1964, les rebelles mullelistes s'y étaient installés, Che Guevara et L.-D. Kabila y avaient établi leur quartier général entre 1966 et 1967, le coin avait servi d'important bastion, entre 1994 et 1996 aux rebelles du CNDD-FDD, aujourd'hui au pouvoir à Bujumbura, avant qu'ils en soient délogés par la coalition AFDL-FPR.

L'armée rwandaise et les troupes de l'ANC y avaient mené plusieurs batailles contre les résistants Maï-Maï de Dunia Lwendama à partir d'août 1998 pour finalement les déloger en 1999. L'armée burundaise, qui a combattu en RDC aux côtés de l'armée rwandaise et des troupes de l'ANC, avait établi son état-major à Baraka entre 1999 et 2001.

À moins de 10 km de Baraka, la localité de Bibokoboko est, quant à elle, située dans les Moyens Plateaux de la chaîne des Mitumba en terre banyamulenge. Elle est militairement contrôlée par les combattants Banyamulenge du commandant Aaron Nyamushebwa<sup>36</sup>, non encore brassés. Les nombreuses caches d'armes de la contrée sont attribuées aux hommes de Nyamushebwa ou à une milice de « Local Défense » constituée de jeunes

34. Chef Maï Maï allié de Kinshasa. Il avait opposé une longue résistance à l'armée rwandaise et les troupes du RCD dans son fief de Fizi. Il est cité dans plusieurs affaires de trafics d'armes de la Tanzanie vers la RDC.

35. Points chauds A et B (PCA et PCB) dans les résultats du dépouillement (voir annexes).

36. Officier munyamulenge, ancien lieutenant du général Pacifique Masunzu avant de prendre des distances avec lui. Il est allié de Kinshasa et entretient des bonnes relations avec ses voisins Maï Maï babembe.

32. Point chaud N (PCN) dans les résultats du dépouillement.

33. Bien qu'appartenant administrativement au territoire de Walungu, nous avons placé Kamanyola dans la section consacrée à celui d'Uvira, car cette localité appartient géographiquement à la plaine de la Ruzizi, comme les autres points chauds analysés dans cette section.

bergers et paysans entretenant des liens avec des creuseurs et trafiquants d'or babembe de Lulimba et Misisi.

Concernant les trafics d'armes sur cet axe, sur 60 personnes interrogées, 57 ont connaissance de circulation d'armes, 52 détiennent des informations sur les caches ou stocks d'armes, 34 possèdent des données pour ce qui est de leur transit, 38 sont au courant de transactions et seulement 7 de saisies.

Les armes en circulation dans cette partie de la RDC sont de diverses origines. Par ordre d'importance : elles ont été 1) fournies par L.-D. Kabila entre 1998 et 2000 pour appuyer la résistance Maï-Maï contre la coalition RCD-Goma – FPR – FAB, 2) importées clandestinement de la Tanzanie par le réseau du général Dunia Lwendama, 3) abandonnées ou distribuées par les armées rwandaises et burundaises lors de leurs tentatives de contrôler le Fizi et de se frayer la voie vers la riche province de Katanga, 4) revendues ou abandonnées les troupes des FDD, 5) échangées contre de la nourriture ou abandonnées par les Interahamwe et ex-FAR entre septembre et octobre 1996 lors de l'avancée des troupes de l'AFDL appuyées par les armées rwandaise et ougandaise, 6) apportées par des déserteurs de différentes factions ou par des particuliers souhaitant les échanger contre de l'or.

Une grande diversité d'armes est signalée dans cette contrée, du lance-roquette RPG au simple pistolet, en passant par la mitraillette Uzi et la Kalachnikov AK-47. Les prix sont habituellement estimés en grammes ou mines d'or, en dollars américains, ou sous forme de dot pour « se procurer » une femme. De grandes quantités de munitions ont été signalées et une cartouche de Kalachnikov, par exemple, coûte 1 USD ou une bouteille de bière.

Le colonel Mayele, commandant de la 117e brigade à Swima, nous a déclaré que des éléments des FDLR passent souvent par Swima-Mboko-Baraka en direction de la péninsule d'Ubwari pour s'approvisionner en vivres, échangés contre des armes, et remontent par les hauts et les moyens plateaux où ils sont ordinairement localisés. Selon Mayele, les rebelles rwandais échangent donc leurs armes contre du manioc, des poulets, des poissons séchés, etc. Mais l'enquête n'a pas permis de corroborer cette déclaration du colonel Mayele.

## b. Kilembwe et Misisi<sup>37</sup>

Située dans les Hauts Plateaux de Fizi, la localité de Kilembwe doit son importance à la grande piste d'atterrissage qu'elle abrite, cette piste qui avait servi à la fois à Laurent-Désiré Kabila et à l'APR pour inonder la région d'armes et de munitions. L'APR s'était servie de cette piste pour approvisionner ses troupes qui combattaient aux côtés des troupes de l'AFDL entre 1996 et 1998. Les Antonov de L.-D. Kabila y atterrisaient régulièrement et débarquaient des cargaisons d'armes et de munitions destinées aux Maï-Maï du SOE et du SOSE<sup>38</sup> entre 1999 et 2001<sup>39</sup>. Cependant, depuis au moins deux ans, selon nos répondants, la piste d'atterrissage n'est plus utilisée pour le transport d'armes.

Quant à Misisi, la localité doit son importance aux innombrables mines d'or qu'elle renferme. Ces mines d'or sont de vastes marchés d'armes où civils et militaires, creuseurs et acheteurs d'or sont tous impliqués dans des transactions en armes et munitions.

Sur 70 personnes interrogées sur cet axe, toutes ont connaissance de circulation d'armes, toutes ont affirmé détenir des informations sur les caches ou stocks d'armes, 65 possèdent des données sur leur transit, toutes savent quelque chose de ventes, achats ou échanges, mais personne n'a entendu parler de saisies. Les acteurs dans ce trafic sont autant des civils (commerçants ou creuseurs) que des éléments des FARDC, des Maï-Maï non encore brassés et d'autres forces organisées sur des bases claniques<sup>40</sup>.

Les armes signalées en circulation illégale à Kilembwe et à Misisi sont de même type que celles signalées dans le reste de la région de Fizi : lance-roquettes RPG (vendus entre 150 et 350 USD), mitraillettes légères telles des Uzi de fabrication sud-africaine (60-200 USD), des fusils

37. Points chauds D et E (PCD et PCE) dans les résultats du dépouillement.

38. SOE : Secteur opérationnel de l'Est (subdivision militaire de la RDC comprenant le Nord-Katanga et le Sud-Kivu) ; SOSE : Secteur opérationnel du Sud-Est (subdivision militaire comprenant le territoire de Fizi).

39. Après l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila en janvier 2001, son fils Joseph qui lui a succédé a rompu avec ce mouvement avant de définir une autre forme de soutien aux Maï-Maï et de s'engager dans le processus de paix prescrit par la communauté internationale.

40. Par exemple, le clan bembe des Basik'alangwa où chaque individu détient plus de trois fusils d'assaut. Chez eux, il faut donner deux ou trois armes pour pouvoir épouser une femme.

d'assaut G 3 et R 4 (40-50 USD), des Kalachnikov AK 47 et AK 74 (40-150 USD), des pistolets (20-25 USD) et revolvers (100 USD), ainsi que des munitions de toutes sortes (5 USD pour 9 cartouches). Notons que les prix semblent nettement plus bas à Kilembwe qu'à Misisi.

### c. Dine<sup>41</sup>

Par sa position stratégique s'enfonçant dans le lac et faisant face au Burundi et à la Tanzanie, la presqu'île d'Ubwari, dont Dine est le chef-lieu, connaît un trafic d'armes intensif. Cette contrée est sous le contrôle des Maï-Maï non encore brassés du général Dunia Lwendama, ce seigneur de la guerre qui contrôle une bonne partie du Fizi comme sa propre parcelle.

Sur 40 personnes interrogées à Dine, toutes ont connaissance de circulation d'armes, de caches ou de stocks, de transit, de transactions, ainsi que de saisies.

Comparativement aux années antérieures, ces mouvements de trafic d'armes sont cependant en diminution, comme d'ailleurs dans toutes les contrées et localités du Sud-Kivu ayant fait l'objet de l'enquête. Ils étaient intenses, en provenance de Tanzanie, du Burundi, du Rwanda, via Uvira et Kilembwe, depuis 1996.

Cela a fait de Dine une véritable plaque tournante du trafic illicite des armes légères. C'est d'ailleurs à Dine que se trouve le principal marché de munitions pour tous types d'armes du sud du Sud-Kivu.

### 3. Ville de Bukavu et territoires de Walungu et Kabare<sup>42</sup>

La ville de Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu, a été l'objectif principal de toutes les rébellions et de tous les mouvements insurrectionnels qui sont partis de l'est de la RDC, de Pierre Mulele en 1964 à Laurent Nkunda et Jules Mutebutsi en 2004, en passant par Jean Schramme en 1967, l'AFDL en 1996 et le RCD en 1998.

Dès 1994, Bukavu et ses environs (Nyangezi, Mudaka, etc.) avaient accueilli des milliers de réfugiés rwandais, dont plusieurs centaines de militaires des ex-FAR et des miliciens Interahamwe,

devenus aujourd'hui les FDLR<sup>43</sup>.

Entre février et mai 2004, les services du tout nouveau commandant de la 10e région militaire, le général Prosper Nabilwa<sup>44</sup>, avaient découvert et démantelé plusieurs importantes caches d'armes, des armes qui étaient venues furtivement du Rwanda voisin.

D'autres caches n'ont pu être démantelées à temps et ont servi en mai-juin de la même année aux insurgés du général Nkunda et du colonel Mutebutsi dans leur aventure guerrière contre la ville de Bukavu.

Dans la ville de Bukavu, dans les localités de Walungu et Nyangezi (dans le territoire de Walungu), ainsi que dans celles de Mumosho, Miti et Kavumu (territoire de Kabare), nos enquêteurs ont pu interroger 194 personnes. 186 d'entre elles ont affirmé avoir connaissance de circulation d'armes, 147 ont affirmé détenir des informations sur les caches ou stocks d'armes, 131 possèdent des données sur leur transit, 69 savent quelque chose de leurs ventes, achats ou échanges, et 133 ont dit avoir des informations sur les saisies.

Les actuels acteurs de ce trafic sont les militaires des FARDC, les Maï-Maï non encore brassés, ainsi que les FDLR dont la présence est signalée dans toute la zone périphérique de Bukavu.

Les armes connues comme circulant illicitement sont particulièrement variées dans la capitale du Sud-Kivu. En plus des types trouvés ailleurs, l'enquête a signalé la circulation d'armes comme la mitraillette M60 de 7.62mm ou la mitrailleuse MI-MAG. Leur coût varie entre 120 et 250 USD. Ceux qui achètent ces armes sont surtout des braconniers qui contrôlent en même temps l'exploitation des mines du coltan du parc de Kahuzi Biega. Les vendeurs et fournisseurs viendraient fréquemment du Rwanda et du Nord-Kivu. Les FDLR joueraient également un rôle très important dans le trafic de ces engins de guerre.

43. Plusieurs factions des FDLR existent au Sud-Kivu. Alors que certaines sont favorables au retour au Rwanda, d'autres préfèrent plutôt rester en RDC et y pérenniser leurs actions criminelles, comme les Nindja et les Rastas. Disons aussi que les FDLR sont instrumentalisées, pour divers jeux d'intérêts, certaines par Kinshasa et d'autres par Kigali.

44. Après une courte et difficile cohabitation entre le général pro-Kabila Prosper Nabilwa et son second, le colonel tutsi pro RCD-Goma Jules Mutebutsi, ce dernier a réussi un coup de force qui a chassé son supérieur de la ville de Bukavu. Kinshasa décida alors de démettre les deux officiers, le bourreau et la victime, en avril 2004.

41. Point chaud C (PCC) dans les résultats du dépouillement.

42. Points chauds F, G, H, I et J (PCF, PCG, PCH, PCI et PCJ) dans les résultats du dépouillement.

Il faut enfin préciser que, même s'il se poursuit encore actuellement, ce trafic a considérablement décliné comparativement aux années précédentes quand les troupes rwandaises étaient officiellement présentes sur le territoire congolais.

#### 4. Territoires de Kalehe et d'Idjwi

Le territoire de Kalehe est situé au nord-est du Sud-Kivu, à la frontière avec le Nord-Kivu au nord et le Rwanda à l'est. Il recèle d'immenses ressources naturelles dont l'or, la cassitérite, le coltan et le bois ; il entretient beaucoup d'échanges avec le Rwanda à travers le lac Kivu et le point de convergence que représente l'île d'Idjwi. En 1994, plusieurs milliers des réfugiés rwandais, dont naturellement des ex-FAR et Interahamwe, avaient été accueillis dans diverses localités de Kalehe.

Depuis 1996, Kalehe a été un important couloir de transit d'armes du Rwanda vers diverses localités congolaises et du Nord-Kivu vers le Sud-Kivu. C'est ainsi qu'à Kalehe centre<sup>45</sup>, sur 28 personnes interrogées, 26 ont connaissance de la circulation d'armes, 27 attestent être au courant d'armes stockées, mais une seule affirme avoir connaissance d'armes en transit et nul ne sait d'où elles viennent ni où elles vont. Cependant, 23 affirment être au courant de transactions, principalement entre Maï-Maï et FDLR, d'une part, et entre les mutins de Laurent Nkunda et les militaires des FARDC issus de l'ANC, d'autre part.

Beaucoup ont souligné le fait que ce trafic a eu lieu entre avril et juin 2004, à l'époque où le général Laurent Nkunda et le colonel Mutebutsi avaient tenté un coup de force contre le pays en s'emparant de la ville de Bukavu et d'une partie de la Plaine de la Ruzizi. Aucune information sur les saisies n'a été recueillie.

À Kalonge<sup>46</sup>, 26 personnes ont été interrogées. 20 d'entre elles ont connaissance d'armes en circulation, cachées ou stockées. Mais personne n'a entendu parler d'armes en transit ou saisies, et seuls deux répondants ont des éléments d'information sur d'éventuels ventes, achats ou échanges, attribués aux Maï-Maï et à la milice rwandaise des Rastas. Les caches d'armes de Kalonge sont imputées aux militaires originaires de l'ANC et fidèles à Laurent Nkunda.

À Minova<sup>47</sup>, 24 personnes ont été interrogées. Toutes ont connaissance d'armes en circulation, cachées ou stockées dans leur contrée. Cependant, rien n'a été récolté, ni sur les transits, ni sur les ventes et achats, ni sur les saisies. Les armes qui circulent dans cette localité sont, à la lumière de l'enquête, détenues par des policiers, des militaires FARDC de la 10e région militaire et des Maï-Maï non encore brassés.

Signalons qu'après son retrait de la ville de Bukavu sous la pression de la communauté internationale, le général Laurent Nkunda avait stationné ses troupes dans cette localité. Le général Félix Mbudja Mabe, alors commandant de la 10e région militaire, a mené, entre novembre et décembre 2004, des opérations militaires qui ont finalement réussi à en chasser les troupes insurrectionnelles du général déchu.

Dans l'île d'Idjwi<sup>48</sup>, qui administrativement, est aussi un territoire, 15 personnes ont été interrogées par l'enquêteur. Toutes ont connaissance de circulation, de caches et stocks, de transit, ainsi que des ventes et achats. Personne ne sait rien des saisies. Les acteurs de ce trafic sont les militaires de l'armée régulière rwandaise qui est souvent présente sur l'île. Les autorités administratives d'Idjwi entretiendraient d'excellentes relations avec les militaires rwandais et fermeraient les yeux sur ce trafic.

À Nyabibwe<sup>49</sup>, les gens étaient très méfiants envers notre enquêteur qu'ils soupçonnaient être un agent de Nkunda pour les uns, ou un émissaire de Kinshasa pour les autres. Seules 10 personnes ont accepté de répondre aux questions de l'enquêteur. Toutes ont connaissance d'armes en circulation, de caches et de stocks ainsi que de transits. Par contre, seulement 6 d'entre elles détiennent des informations sur les ventes et achats. Personne ne sait rien des saisies. Les acteurs du trafic d'armes ici sont les FDLR et les Maï-Maï non encore brassés.

#### 5. Territoire de Mwenga

Du fait de son éloignement de la zone frontalière, ce territoire est moins frappé par la problématique des armes légères que d'autres territoires déjà cités. Pour autant, on se gardera d'affirmer

45. Point chaud R (PCR) dans les résultats du dépouillement.

46. Point chaud S (PCS) dans les résultats du dépouillement.

47. Point chaud T (PCT) dans les résultats du dépouillement.

48. Point chaud U (PCU) dans les résultats du dépouillement.

49. Point chaud V (PCV) dans les résultats du dépouillement.

qu'il en est totalement exempt, car il renferme beaucoup de mines d'or et, généralement, ces lieux sont considérés comme des plaques tournantes du trafic et de la circulation mafieuse d'armes. Les zones enquêtées sont Kamituga, Kasika, Ilila, Musondjo et Mungombe<sup>50</sup>.

C'est ainsi que sur 102 personnes interrogées, 96 ont connaissance de circulation d'armes dans la contrée, 44 détiennent des informations sur les stocks et caches (essentiellement en zone aurifère comme Kamituga), rien n'a été signalé sur les transits, 29 personnes affirment être au courant des ventes et achats et 11 des saisies. Les acteurs du trafic d'armes sont ici les Maï-Maï et les Rwandais des FDLR.

### 6. Région de Minembwe<sup>51</sup>

Minembwe est situé dans les Hauts Plateaux de la chaîne montagneuse de Mitumba. Le RCD-Goma a accordé à cette région – essentiellement habitée par des populations nilotiques banyamulenge, bien qu'on y trouve une infime minorité bantoue – le statut de territoire, constitué de portions des territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga. Cette question demeure controversée, le RCD-Goma ayant menacé de boycotter le processus électoral si cette région n'était pas érigée en territoire.

Les Banyamulenge de cette contrée ont activement participé à toutes les actions guerrières qu'a connues cette partie de la RDC depuis l'indépendance. Ils étaient nombreux dans les rangs des rebelles mulelistes, au sein des troupes fidèles à L.-D. Kabila au cours de ses différentes aventures guerrières entre 1966 et 1982, dans les rangs de l'APR durant les années de lutte qui a abouti à la prise de Kigali. Ils étaient également en première ligne lors de la campagne militaire de l'AFDL<sup>52</sup> qui a conduit à la chute de Mobutu et à la prise du pouvoir de L.-D. Kabila.

Ils ont été ensuite la cheville ouvrière au niveau national de la rébellion du RCD, avant de se démembrer en différentes factions parfois alliées, parfois hostiles à Kigali, et enfin ils formaient

l'essentiel de ce dont Mutebutsi disposait comme forces lors de sa rébellion de 2004.

Les Banyamulenge sont un peuple de pasteurs, comme d'ailleurs toutes les autres peuplades nilotiques de la région. Ils ont souvent été victimes d'attaques de leurs voisins bantous envieux de leurs élevages ou d'autres prédateurs (pillards, bêtes sauvages).

En conséquence, ce peuple a développé le désir de vivre armé. Ainsi, les Banyamulenge peuvent être décrits comme un peuple à la culture militariste. La présente enquête nous a révélé, par exemple, la présence de vieux fusils d'assaut de type FN-FAL encore cachés dans différents coins de Minembwe et ayant servi en 1964 lors de la rébellion muleliste.

Notre enquêteur dans cette région a rencontré certaines difficultés qui ne lui ont pas permis de mener à terme son travail. Mais il avait malgré tout déjà pu nous transmettre les questionnaires de 35 personnes de différentes localités de Minembwe. Tous ces répondants attestent de la circulation d'armes dans la région, 23 confirment l'existence de stocks et caches, 10 ont des informations sur le transit, 31 sur les ventes, achats et échanges et 3 ont parlé des saisies. Les acteurs de ce trafic sont les éléments du général Pacifique Masunzu<sup>53</sup>, les hommes du commandant Aaron Nyamushebwa<sup>54</sup>, les guerriers Banyamulenge<sup>55</sup>, les Maï-Maï et les FDLR.

### 3. Conclusion

Au terme d'un travail d'enquête de terrain qui a duré plus de deux mois et demi, nous sommes arrivés à un certain nombre de constatations eu égard à la problématique des armes légères dans cette province du Sud-Kivu, l'une des plus troublées de la république. D'abord, non seulement l'embargo sur les armes imposé à la RDC n'a jamais été respecté par les parties en présence, mais il est aussi constamment violé par ceux-là même

53. Ce jeune officier a servi successivement dans l'APR, dans l'AFDL et le RCD, avant de prendre ses distances vis-à-vis de ce mouvement politico-militaire et de se rapprocher de Joseph Kabila.

54. Voir note 36.

55. Ce sont de jeunes Banyamulenge qui portent des armes sans faire partie d'aucun mouvement politique ou militaire organisé ; il s'agit un peu de l'équivalent des « Local Defence » nord-kivutiens.

50. Respectivement points chauds W, X, Y, Z et AA (PCW, PCX, PCY, PCZ et PCAA) dans les résultats du dépouillement.

51. Points chauds BB, CC, DD, EE, FF et GG (PCBB, PCCC, PCDD, PCEE, PCFF et PCGG) dans les résultats du dépouillement.

52. Aux premières heures de la campagne militaire de l'AFDL, l'opinion, aussi bien nationale qu'internationale avait parlé de « rébellion des Banyamulenge ».

qui sont supposés le faire respecter sur le terrain, à savoir les forces de l'ordre et de sécurité, ainsi que les autorités locales de certains lieux.

Les chiffres globaux recueillis au cours de l'enquête parlent d'eux-mêmes : sur un total de 765 personnes interrogées, 624 d'entre elles ont connaissance de circulation d'armes et 413 ont des informations sur leurs ventes, achats et échanges illicites. Les zones où ces transactions sont les plus intenses sont les zones minières, frontalières, pastorales et urbaines.

D'autre part, il s'est avéré que les principaux acteurs du trafic illicite d'armes dans cette région sont, par ordre d'importance, des éléments de différentes composantes des FARDC mais n'ayant pas encore été brassés, les forces étrangères (rebelles et gouvernementales) présentes sur le sol congolais et des civils.

Bien que, de façon globale, le trafic et la circulation illicites d'armes au Sud-Kivu soient aujourd'hui en régression par rapport aux années passées, beaucoup reste à faire. Dans cette optique, il nous semble opportun de formuler quelques recommandations :

- Au gouvernement congolais et à ses partenaires : accélérer le processus de brassage des

troupes des différentes factions parties aux divers accords de paix.

- À l'Onu et à la communauté internationale : envisager la prise de mesures plus contraignantes pour un contrôle efficace de l'embargo en vigueur qui, du reste, devrait être maintenu au-delà de la période de transition.
- Aux FARDC et à la Monuc : démanteler, désarmer, rapatrier dans leurs pays respectifs ou mettre hors d'état de nuire les forces étrangères opérant sur le sol congolais.
- Au gouvernement rwandais : renoncer à toute présence militaire au Sud-Kivu, y compris l'île d'Idjwi.
- Au gouvernement congolais et aux animateurs de la transition : respecter la loi et conduire le pays aux élections démocratiques censées déboucher sur l'instauration d'un État de droit et sur la restauration de la légalité constitutionnelle et de l'autorité véritable de l'État sur toute l'étendue de la république.

**Charles Nasibu Bilali,**  
superviseur de la zone d'enquête  
du Sud-Kivu